

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

HENRY GEORGE

ET

LA PHYSIOCRATIE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mercredi 11 Décembre 1907, à 1 heure

PAR

Émile RIVAUD

Président : M. DESCHAMPS, professeur
Suffragants { *MM. SOUCHON, professeur*
TRUCHY, agrégé

PARIS

IMPRIMERIE BONVALOT-JOUVE

15, Rue Racine, 15

1907

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41553005_0040

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

HENRY GEORGE

ET

LA PHYSIOCRATIE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mercredi 11 Décembre 1907, à 1 heure

PAR

Émile RIVAUD

Président : M. DESCHAMPS, professeur
Suffragants { *MM. SOUCHON, professeur*
TRUCHY, agrégé



PARIS

IMPRIMERIE BONVALOT-JOUVE

15, Rue Racine, 15

—
1907

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

Henry George et la Physiocratie

AVANT-PROPOS

Du principe que la terre est le support indispensable de toute activité humaine, l'américain Henry George a déduit que l'appropriation individuelle du sol est illégitime et que c'est à la propriété foncière qu'il faut imputer les misères économiques dont souffrent toutes les classes de la société, excepté celle des propriétaires fonciers.

En se fondant sur les enseignements de l'Economie politique classique, il a construit un système dont le terme est la nationalisation, non pas exactement de la propriété foncière, mais de la rente foncière.

Sa thèse est la suivante :

La rente foncière est un produit dépendant non pas de l'activité du propriétaire du fonds, mais du déve-

loppement de la société. Il est injuste et inadmissible que le propriétaire reçoive cette rente qu'il n'a d'autre titre à percevoir que celui qui résulte de sa qualité de propriétaire. Puisque c'est la société qui en est le principe, la rente doit faire retour à la société ; et pour atteindre cette fin, Henry George imagine une taxe sur la rente frappant le propriétaire du fonds. Cette taxe doit remplacer toutes les autres et dégrèver toutes les branches de l'activité humaine. C'est un impôt unique sur la terre.

Un siècle avant Henry George, une école fameuse de philosophes français avait également construit un système d'économie politique basé sur le produit net de la terre, et dont l'expression pratique devait être un impôt unique sur ce produit net.

Dans leurs grandes lignes, les deux systèmes présentent une analogie évidente et le fait qu'ils aboutissent l'un et l'autre à un impôt unique sur la terre suffit à créer entre eux un rapport très étroit. Nous verrons qu'il n'y a rien de plus qu'un rapport ; mais la similitude est parfois si frappante que des esprits insuffisamment avertis de la doctrine physiocratique ont pu y voir une identité ; tel a été le cas d'Henry George lui-même.

Il est certain tout d'abord, que celui-ci a conçu et bâti tout son système alors qu'il ignorait jusqu'au nom même des Physiocrates. « Je me rappelle (1) fort bien

1. *Science of political Economy*. L. II, ch. V, p. 163.

le jour, écrit-il dans son livre *Science of Political Economy*, où ayant arrêté mon cheval sur une hauteur qui domine la baie de San-Francisco, la réponse banale d'un charretier qui passait à une question banale, fut l'éclair qui cristallisa mes pensées fugitives, et je reconnus alors l'ordre naturel... Cependant, à cette époque, je n'avais jamais entendu parler des Physiocrates, ni lu une seule ligne d'Adam Smith. » Ce ne fut que postérieurement que le hasard d'une conversation lui révéla que des hommes avaient avant lui, vers la fin du XVIII^e siècle, répandu en France une doctrine offrant de frappantes analogies avec la sienne (1). « Plus tard, avec dans la tête cette grande idée d'un ordre naturel, je fis imprimer un petit livre : *Notre Terre et notre Politique*, dans lequel je prétendis que tous les impôts devraient être basés sur la valeur de la terre sans tenir compte des améliorations. Ayant rencontré par hasard dans une rue de San-Francisco un avocat érudit, A.-B.-Douthitt, nous nous arrêtâmes pour causer et il me dit que ce que j'avais proposé dans mon petit livre

1. « Sans connaître rien de Quesnay ni de ses doctrines, je suis arrivé à la même conclusion pratique par une voie qui ne peut être discutée, et je l'ai basée sur des arguments qui ne peuvent être contestés par l'économie politique admise. » *Progress and Poverty*. L. VIII, ch. IV, p. 301 et *Progrès et Pauvreté*, édition Guillaumin, p. 402.

était ce que les Economistes français avaient proposé cent ans auparavant (1). »

Dans la suite Henry George fut initié à la doctrine physiocratique par l'intermédiaire des écrivains anglais qui l'ont commentée. Jamais toutefois, c'est lui qui nous le déclare dans ses livres *Progrès et Pauvreté* et *Science of political Economy*, il ne prit directement contact avec le texte même des Physiocrates. Il en eut du reste toujours le plus grand désir, mais son ignorance du français lui en interdit la satisfaction et ne lui permit pas de suppléer à l'existence de traductions anglaises.

De là, de son propre aveu, une connaissance trop superficielle de leur doctrine pour lui permettre d'apprécier jusqu'à quel point leur conception de l'agriculture, seule industrie productive, doit être imputée à une conception erronée ou à un vice de terminologie (2). Mais malgré l'insuffisance de sa documentation, Henry George trouve dans la proposition pratique à laquelle aboutit la thèse physiocratique, à savoir qu'il faut abolir tous les impôts sauf un sur la valeur de la terre, la certitude que les Physiocrates ont vu la relation fondamentale entre la terre et le travail, et qu'ils sont arrivés à la vérité pratique.

1. *Science of political Economy*. L. II, ch. V, p. 163.

2. *Progress and Poverty*, L. VIII chap. IV, p. 301.

Progrès et Pauvreté, p. 402.

« Le bénéfice qui résulterait d'une entière liberté donnée à l'industrie et au commerce par la substitution d'un impôt sur la rente à la place de toutes les impositions qui entravent et faussent l'application du travail, a été sans aucun doute aussi clairement vu par eux que par moi. » (1).

Voilà ce que nous trouvons dans le livre *Progrès et Pauvreté*. Ce passage, néanmoins, ne suffirait pas à nous faire croire que George ait considéré sa doctrine comme identique à celle des Physiocrates. Il faut arriver à son dernier ouvrage : *Science of political Economy*, pour trouver une déclaration catégorique : mais cette fois il ne peut y avoir le moindre doute, c'est bien une véritable profession de foi physiocratique que nous rencontrons. En voici les termes : « Ces hommes (les Physiocrates) voient ce qui a été souvent perdu de vue au milieu des complexités d'une haute civilisation, mais est cependant aussi clair que le soleil à midi pour quiconque considère les premiers principes. Ils comprirent qu'il ne saurait y avoir qu'une source à laquelle les hommes puissent puiser pour leurs besoins matériels — la terre — et qu'il n'y a qu'un moyen de plier la terre à leurs besoins — le travail. Toute richesse réelle, tout ce qui constitue ou peut constituer une part quelconque de la richesse

1. *Progress and Poverty*, L. VIII, chap. IV, p. 301.
Progrès et Pauvreté, p. 402.

sociale dans son ensemble, ou de la richesse des nations, est le résultat ou produit d'un travail appliqué à la terre.... Ils avaient saisi le principe central d'une véritable économie politique, c'est-à-dire le principe que dans l'évolution naturelle de l'organisme social qui est la société, il se développe un fonds qui constitue la provision naturelle pour les besoins naturels de cet organisme. » (1).

Plus loin, examinant le point de départ des Physiocrates et le sien propre, il trouve une identité entre ce que les Physiocrates entendaient par produit net, et ce que les économistes classiques entendent par rente. Comme d'autre part, l'identité des conclusions, l'impôt unique et le libre échange lui sont déjà apparus évidents, on s'explique qu'Henry George ait été amené à penser que les deux systèmes étaient identiques sur tous les points ; avec cette restriction toutefois, mais importante, que les Physiocrates ont commis une faute qui ne vicie pas la justesse de leurs déductions, mais qui a causé le discrédit de leur système, à savoir qu'ils n'ont pas vu que la terre est productive, quelle que soit l'industrie qui s'y applique.

Mais dans un des chapitres mêmes où il signale cette erreur, Henry George va jusqu'à donner aux

1. *Science of political Economy*. I., II. ch. IV. p. 149-50.

partisans de sa doctrine le nom de *nouveaux* ou *néo-physiocrates* (1) indiquant par là clairement qu'il se considère comme le continuateur des philosophes français. Il est certain qu'il a toujours eu pour eux une admiration attendrie qui date du jour où lui fut révélée l'existence de leur doctrine. Ce jour-là il nous dit avoir éprouvé une joie intense à la pensée que d'autres hommes étaient arrivés avant lui à la connaissance de ces vérités ignorées de ses contemporains.

Ce sentiment n'était-il que l'allégresse de la communion scientifique en une vérité une et éternelle ? Ou bien s'y joignait-il la pensée que les enseignements d'une école illustre venaient appuyer les siens et corroborer sa doctrine ? Il est possible que pour l'homme de parti, pour l'agitateur qui répand une doctrine subversive de l'état de choses existant, cette seconde hypothèse ait quelque vraisemblance ; et dans les louanges très sincères qu'il adresse de la

1. « La faiblesse de raisonnement des Physiocrates et la terminologie vicieuse qui en est le résultat, finit par discrediter leurs justes conceptions et leurs nobles enseignements, répugnants qu'ils étaient aux puissants intérêts qui apparemment profitent de l'injustice sociale, jusqu'à l'avènement, avec la publication de *Progrès et Pauvreté*, des néo-physiocrates (*new-physiocrats*), les modernes « Single Taxers » comme ils s'appellent eux-mêmes et sont appelés maintenant. » *Science of political Economy*. L. III, ch. VI, p. 355.

meilleure foi à ses devanciers et sans l'arrière-pensée qu'une partie en puisse rejaillir sur lui le continuateur, on peut démêler un vague désir d'appuyer sa doctrine propre de l'autorité de ceux auxquels il rend hommage.

Quoi qu'il en puisse être, Henry George se proclama physiocrate, et cela, il n'a pu le faire que parce qu'il ne lui a jamais été donné de prendre connaissance des ouvrages physiocratiques. Sinon il se fût trouvé dans la nécessité de modifier quelque peu sa profession de foi.

Dans quelle mesure eût-il pu continuer à se considérer comme néo-physiocrate, et sur quels points lui eût-il fallu se rétracter : c'est ce que nous allons rechercher au cours de notre étude.

CHAPITRE PREMIER

Le Produit net et la Rente

Dans leur conception d'un ordre réglé par la nature, les Physiocrates avaient été frappés par la subordination de l'homme social au milieu extérieur et ils en avaient déduit que l'un des caractères essentiels de la richesse est la matérialité. Ils avaient ainsi été amenés à ne considérer comme productif que le travail qui accroît la masse de matière mise périodiquement en circulation dans la société; et l'agriculture leur était apparue comme la seule industrie où le travail pût avoir cette qualité, la seule où les frais de production, c'est-à-dire la somme des matières consommées pour la production, fût inférieure à la somme des matières produites. Autrement dit, dans les industries agricoles, une fois défalquées les différentes mises de fonds ou avances, les Physiocrates pensaient qu'on obtenait un excédent ou produit net qui devait alimenter les autres classes de la société dont l'activité ne s'exerce pas directement sur la

terre. C'est ce produit net qui est à la base du système physiocratique. Pour Henry George, il ne semble point que dans aucun des ouvrages où il a exposé sa thèse, il ait donné aux industries agricoles un rôle prépondérant. Il a construit son système en partant des données des économistes classiques ; il recherche lesquels des phénomènes économiques exposés par les auteurs sont la cause de l'accroissement du paupérisme chez les classes salariées. Il examine et réfute successivement la théorie du fonds des salaires et celle de Malthus et en arrive à la théorie de la rente, dénommée loi de Ricardo, non point, nous dit George, que cet auteur ait été le premier à la formuler, mais parce qu'il a été le premier à lui donner la célébrité. George énonce ainsi cette loi : « La rente d'une terre est déterminée par l'excès de son produit sur celui que le même travail peut obtenir de la terre la moins productive en exploitation. » (1). Cette loi, que Ricardo définit quelque peu différemment, apparaît à George comme scientifiquement exacte, et, par une déduction très serrée, il arrive à la formule algébrique suivante :

$$\text{Produit} = \text{Rente} + \text{Salaires} + \text{Intérêt.}$$

D'où il tire :

$$\text{Produit} - \text{Rente} = \text{Salaires} + \text{Intérêt.}$$

Il en conclut que c'est du taux de la rente que

1. *Progress and Poverty*, L. III, Ch. II, p. 121.
Progrès et Pauvreté, p. 160.

dépend celui des salaires, et quelle que soit l'augmentation des forces productives, si la rente augmente dans les mêmes proportions, ni les salaires ni l'intérêt ne peuvent augmenter. C'est donc bien là pour George le phénomène économique qui condamne éternellement au paupérisme la classe des travailleurs.

C'est sur cette loi que George fait reposer tout son système. Pour lui, elle s'applique à la terre employée à toutes fins et non pas seulement à l'agriculture, ainsi que semble le penser Ricardo qui considère les manufactures comme ne donnant naissance à aucune rente ; alors qu'en fait ce sont les manufactures et les entreprises commerciales qui produisent la rente la plus élevée (1). Selon George, en effet la terre joue dans les industries manufacturières un rôle capital, en ce sens qu'elle leur sert de support, et qu'il n'existe aucune entreprise où le travail et le capital puissent s'engager, qui ne nécessite l'usage de la terre (2).

C'est dans ce sens qu'il nous faut sans doute interpréter le passage de son chapitre sur les Physiocrates dans son livre *Science of political Economy* que

1. *Progress and Poverty*, L. III. Ch. II, p. 120.
Progrès et Pauvreté, p. 162.

2. *Progress and Poverty*, L. III, Ch. II, p. 119.
Progrès et Pauvreté, p. 161.

nous avons rapporté plus haut dans notre avant-propos et où il déclare que tout ce qui constitue une part de la richesse sociale est le résultat d'un travail appliqué à la terre. La lecture de ses autres ouvrages nous indique la restriction ou plutôt l'extension à apporter à ce passage que l'on pourrait croire dû à la plume d'un de nos Physiocrates. Dans la pensée de George, l'expression *travail appliqué à la terre* a un sens infiniment plus large que chez eux puisqu'elle désigne toutes les branches de l'activité humaine. La plus ou moins grande compréhension des termes fait toute la différence des deux conceptions ; mais il ne semble pas que George en ait eu conscience, bien qu'il relève l'erreur capitale des Physiocrates de n'avoir, de toutes les qualités de la terre, retenu comme source de produit net que le pouvoir de germination. C'est ce qui nous explique qu'il ait pu, dans le passage suivant, identifier la rente ricardienne, telle qu'il l'entend, au produit net physiocratique :

«... Ce fonds, Quesnay et ses disciples le dénommaient produit net. Ils l'appelaient ainsi évidemment parce qu'ils le considéraient comme quelque chose qui reste attaché pour ainsi dire au contrôle de la terre après que toutes les dépenses de production ont été payées. Ce qu'ils voulaient réellement désigner par produit net est précisément ce qui doit être entendu par le mot anglais *rent*, tel qu'il est employé

dans le sens spécial ou technique qu'il a acquis depuis Ricardo. Produit net est vraiment un meilleur terme que rente, parce qu'il ne prête pas autant à confusion avec un mot en usage courant ayant un tout autre sens. Et John Stuart Mill, probablement sans songer aux Physiocrates, s'est beaucoup rapproché d'eux dans le choix du terme lorsqu'il a parlé de la rente économique comme d'un *unearned increment of land values* (1).

Voilà pour notre chapitre le passage capital que nous trouvons dans *Science of political Economy*. George fait coïncider le produit net, qui est la base de la thèse physiocratique, avec la rente ricardienne sur laquelle il bâtit son système, et par conséquent il proclame ainsi l'identité de point de départ des deux doctrines. Nous allons examiner, en comparant les définitions des Physiocrates avec celles des auteurs sur lesquels se fonde Henry George et les siennes propres, jusqu'à quel point sa connaissance imparfaite des Physiocrates ne l'a point abusé lorsqu'il a pensé voir cette identité de point de départ. Nous ferons d'abord un rapprochement théorique pour voir quelles différences de principe séparent les deux écoles et nous verrons ensuite si pratiquement ces différences peuvent s'atténuer jusqu'au point que l'affirmation de George puisse se justifier.

1. *Science of political Economy*. L. II, ch. IV, p. 151.

Le produit net, avons-nous vu, est l'excédent du produit du travail agricole sur les frais de production.

Ce caractère de productivité est dû à ce fait que dans ce genre de travail, la nature se fait l'auxiliaire de l'homme. Ce phénomène qui avait frappé les Physiocrates, ils ne l'avaient pas retourné dans les autres industries et ils en avaient déduit que le produit net était avant tout le fonds qui devait fournir à toutes les autres classes de la société les matières premières et les subsistances. Le produit net constitue les richesses qui assureront la vie physique et économique tout entière. C'est ce que nous lisons dans Mercier de la Rivière : « Le produit des terres se divise en produit brut et en produit net. Comme en général un produit ne s'obtient que par le moyen de dépenses préalables, il commence d'abord par être un produit brut, c'est-à-dire une masse plus ou moins forte de productions chargée de restituer la valeur de toutes les dépenses qui l'ont fait naître. Quand sur cette masse, ces mêmes dépenses ont été reprises, le surplus qui reste est un produit net ; il est tout gain pour la société parce qu'il est par lui-même, et à tous égards, un accroissement de richesses pour la société. » (1).

1. Mercier de la Rivière. *Ordre naturel des Sociétés politiques*. Ch. II, p. 457, éd. Guillaumin.

Nous pourrions multiplier les exemples ; tous tendraient à établir, comme le passage précédent, que le principal caractère du produit net est la matérialité. C'est avant tout quelque chose de tangible et de palpable qui va assurer la subsistance et les matières premières aux classes qui ne produisent pas en collaboration avec la nature.

Pour Ricardo, au contraire, la rente ne constitue pas une création de richesses, mais une création de valeur : « J'ai déjà, en traitant de la rente, nous dit-il dans son chapitre sur les opinions de Maltus, exprimé nettement mon opinion et j'ajouterai que la rente est une création de valeur dans le sens que je donne à ce mot, mais non une création de richesse. » (1). Si l'on analyse en effet le phénomène de la rente ricardienne, son caractère d'immatérialité apparaît évident. Supposons que les terres en culture rapportent x hectolitres de blés par hectare, mais que la demande du blé augmentant et par conséquent son prix, on mette en exploitation des terres moins bonnes qui ne rapportent plus que $x - 10$ hectolitres par hectare. Les premières terres bénéficieront d'une rente de 10 que les propriétaires vont exiger du fermier lors du renouvellement des contrats. Cela ne veut pas dire que la production de ces terres a augmenté ;

1. Ricardo. *Principes de l'Economie politique*, éd. Guillaumin, ch. XXXII, p. 373

seulement la demande croissante du blé aura fait monter la valeur d'échange de cette denrée, permettant ainsi de rémunérer ceux qui se sont engagés dans la culture plus onéreuse des terres inférieures. Et si l'on suppose un propriétaire exploitant lui-même son fonds, ce propriétaire récoltera des valeurs d'usage dont la valeur d'échange aura augmenté, la production absolue du fonds restant stationnaire.

Adam Smith n'avait point envisagé le phénomène de la rente sous ce jour, et sa conception se trouve infiniment plus voisine de celle des Physiocrates que de celles des auteurs classiques qui procèdent de lui. « Dans la culture de la terre, écrit-il, la nature travaille conjointement avec l'homme, et quoique son travail ne coûte aucune dépense, ce qu'il produit n'en a pas moins de valeur, aussi bien que ce que produisent les ouvriers les plus chers. Outre le capital du fermier et tous ses profits, ils donnent lieu à la reproduction régulière d'une rente pour le propriétaire. On peut considérer cette rente comme le produit de cette puissance de la nature dont le propriétaire prête l'usage au fermier. Ce produit est l'œuvre de la nature qui reste après qu'on a fait la déduction ou la balance de tout ce qu'on peut regarder comme l'œuvre de l'homme. » (1).

Aussi Smith conçoit la rente comme le résultat

1. Adam Smith. *Richesses des nations*, I, p. 455-456, édition Guillaumin.

de la collaboration de la nature qui produit à côté de l'homme, et il lui assigne nettement par là un caractère de matérialité que ne saurait avoir un phénomène purement économique tel que la rente ricardienne. Aussi les écrivains classiques, qui ont commenté Smith, ont-ils relevé ce passage en accusant son auteur d'avoir manqué de pénétration. Entre autres Buchanan dans une de ses annotations :

« S'imaginer que l'agriculture donne un produit net parce que la nature concourt avec l'industrie des hommes aux opérations de la culture, et qu'il en résulte un fermage, c'est une rêverie. Ce n'est pas du produit que naît le fermage, mais bien du prix auquel ce produit est vendu, et ce prix on l'obtient, non parce que la nature a aidé à la production, mais parce que lui seul qui fait accorder l'offre et la demande. »

Il est, du reste, facile de concevoir une hausse de la rente par une année de sécheresse où la production diminue, tandis qu'au contraire par des années d'abondance où les terres inférieures ont doublé leur production, il est naturel de supposer une baisse de la rente.

Or dans le premier cas, il est bien évident qu'il y aura, au sens physiocratique, baisse du produit net, tandis qu'il y aura hausse dans le second cas. Cela tient à ce que le produit net est exclusivement l'œuvre de la nature collaboratrice de l'homme, tandis

que la rente est un phénomène purement social et économique dans lequel l'agent naturel ne joue aucun autre rôle que de constituer la substance monopolisée. Ce qui donne naissance à la rente, c'est le développement de la société et l'accroissement de la population. Les produits de la terre sont plus demandés et par conséquent leur valeur augmente, d'où rente. La rente ne dépendant que d'un seul facteur, la demande, est quelque chose de purement économique et d'immatériel, et de par sa nature il résulte que l'intérêt de ceux qui la perçoivent est que les produits se vendent au plus haut prix, et se trouve en opposition avec l'intérêt général qui veut que les produits soient au plus bas prix. Le produit net au contraire, par définition, ne devrait point supposer la même opposition d'intérêt. L'intérêt général, comme celui des propriétaires, est que ce produit net, c'est-à-dire la masse des richesses disponibles de la société, soit le plus grand possible. C'est là l'opinion des physiocrates. Il est vrai que ceux-ci nous déclarent par ailleurs que dans l'état de prospérité les produits doivent se vendre le plus cher possible.

Il y a là, économiquement, une contradiction évidente entre les deux affirmations physiocratiques. Ou bien le produit net est abondant, et les denrées, pour une demande constante, vont baisser de valeur, ou

bien il est peu abondant et alors les produits vont se vendre cher. Dans l'un et l'autre cas, une des deux propositions physiocratiques va se trouver contredite. Il n'en reste pas moins que la rente dépend exclusivement de la demande, tandis que le produit net en est complètement indépendant, et peut être rare ou abondant quelle que soit cette demande, et cela parce que la rente est une création de valeur et le produit net une création de richesse.

La seconde différence théorique que nous relevons consiste dans ce que, d'après la théorie de Ricardo, il ne peut y avoir rente qu'autant qu'il y a plusieurs qualités de terres en culture (la rente étant la différence du coût de production sur les terres de qualités inégales) et que la terre de dernière qualité ne saurait produire aucune rente. Néanmoins on ne saurait contester que la mise en culture de cette dernière terre, qui ne donne aucune rente au sens ricardien, ne vienne augmenter la somme des richesses matérielles produites ; il n'y a même, si l'on suppose les moyens de culture dans un état stationnaire, que l'exploitation de cette terre qui puisse augmenter la somme des richesses. Les autres terres ne font que bénéficier de la plus-value ou rente qui résulte de l'élévation des prix de vente des produits qui se règlent sur le coût de production pour la terre de dernière qualité ; mais

la somme de leurs produits matériels n'a pas varié, et il ne peut par conséquent y avoir, sur ces terres, aucune nouvelle création de produit net au sens physiocratique. Tout ce qui est produit par la dernière terre au delà des reprises constitue bien ce que Mercier de la Rivière considère « à tous égards comme un accroissement de richesses pour la société ». Nous avons vu d'autre part que la théorie de l'agriculture, seule industrie productrice, les physiocrates la devaient à leur conception du rôle de la nature auxiliaire de l'homme. Pourquoi cet auxiliaire de l'homme ne collaborerait-il pas avec lui dans l'exploitation des terres de toutes qualités ? Cette collaboration sera évidemment moins féconde sur les terres de dernière qualité, mais nous ne voyons rien dans la doctrine des physiocrates qui nous permette de supposer qu'ils limitaient le rôle de la nature à certaines qualités de terre.

Bien au contraire, le but que poursuivaient ces philosophes était exclusivement le développement de notre agriculture en décadence ; ils recherchaient les moyens de lui faire rendre le plus grand produit net possible et la mise en culture des terres en friche leur apparaissait comme la première nécessité. Or il est assez vraisemblable que les terres en friche dont les physiocrates attendaient la multiplication du produit net, devaient être les plus onéreuses à exploiter.

On pourrait, il est vrai, nous faire l'objection que le prix des denrées s'établissant sur le coût de production, c'est-à-dire, en termes physiocratiques, sur le montant des reprises des terres de dernière qualité, il ne reste rien au delà de ces reprises qui puisse constituer un excédent ou produit net, et que la collaboration de la nature n'a eu pour effet que d'empêcher que le coût de production ne fût supérieur au prix que la demande du marché fixe pour le produit.

Nous répondrons qu'il faudrait faire la supposition que la qualité de la terre est précisément telle que son produit soit rigoureusement égal aux frais d'exploitation. Ce point précis, en deçà et au delà duquel la valeur produite n'égalerait pas le coût de la production, est évidemment théorique, et en pratique il ne sera jamais atteint ; il est probable qu'il sera dépassé, autrement dit, le cultivateur recueillera un bénéfice qui sera un produit net. Du reste les physiocrates raisonnaient dans une hypothèse où toutes les terres étaient appropriées et il n'apparaît pas qu'ils aient prévu la concession nécessairement gratuite au cultivateur des terres de dernière qualité, ce qu'ils auraient dû faire s'ils avaient pensé que ces terres ne devaient rien donner au delà des reprises sur quoi pût être prélevé le montant du fermage.

On pourrait, d'autre part, nous faire une seconde objection. Bien qu'il semble que Ricardo

les autres auteurs aient envisagé le phénomène de la rente seulement en ce qui concerne les terres de différentes qualités, l'analyse très serrée du phénomène qu'ils ont décrit permet de concevoir la création d'une rente alors qu'une seule terre est en culture. Supposons une terre qui produise l'hectolitre de blé au prix de revient de 15 francs. Supposons également que la terre immédiatement inférieure en qualité ne puisse le donner qu'à 20 francs. Le prix du blé étant à 25 francs, si une augmentation constante de la demande se produit, le prix du blé va hausser progressivement de 15 à 16, à 17, à 18, à 19. Mettons que le prix de 19 atteint, la demande cesse de croître. Jusqu'ici il n'y a aucun intérêt à mettre en culture la terre de seconde qualité qui ne peut donner le blé qu'à un prix de revient supérieur au prix du marché. Cependant il est incontestable que la terre supérieure donne à celui qui la détient une plus-value de 4 francs par hectolitre, ce qui constitue bien une rente. En effet, si le prix du blé vient à monter de 1 franc de plus, la deuxième terre pourra être mise en culture sans perte, et on dira qu'il y a au profit de la première terre une rente de 5. Mais il n'est pas possible qu'une hausse de 1 point puisse déterminer une rente de 5 ; par conséquent c'est que la différence 4 existait déjà comme rente.

C'est là une conception qui ne se trouve point en

termes exprès chez Ricardo, mais qui peut se déduire de sa définition première de la rente, à savoir que « c'est le prix que les propriétaires perçoivent pour la concession de leurs terres en vertu de leur monopole ». Or le monopole existe bien pour une catégorie de terres dès que les terres immédiatement inférieures et en friche ne pourraient donner le même rendement qu'à plus de frais.

Ce n'est qu'en théorie pure que cette objection puisse avoir une portée quelconque, car, en fait, les catégories de terres sont multiples et les différences des unes aux autres très peu appréciables ; il ne saurait y avoir entre une terre et celle dont la qualité est immédiatement inférieure, la disproportion que nous avons imaginée pour notre hypothèse, et en fait, dès qu'une terre bénéficie d'une rente, c'est qu'une terre moins bonne est en exploitation.

Des définitions du produit net telles qu'on les trouve chez les physiocrates et de celles de la rente telles qu'on les trouve chez Ricardo et chez George, nous sommes donc fondés à relever cette différence entre les deux phénomènes économiques, à savoir que le premier se manifeste dans tous les cas et dès que l'activité humaine s'adresse à la terre. Etant l'excédent sur les frais de culture grâce à la collaboration de la nature, il se rencontre même si une seule qualité de terre est en culture, ou bien, si plusieurs qualités de terre sont en culture, même dans l'ex-

exploitation des terres de dernière qualité. Au contraire, la rente ricardienne ne peut exister que du jour où l'on doit s'adresser à des terres de qualités différentes. C'est bien, du reste, la définition que George nous donne de la rente.

En poursuivant notre parallèle, nous découvrons une troisième différence théorique qui met en opposition le produit net et la rente.

Pour les physiocrates, le produit net était bien entendu un don gratuit de la nature ; mais pour l'offrir à l'homme, la terre doit avoir préalablement reçu de celui-ci des avances foncières qu'elle restituera en les multipliant. Le produit net présuppose des avances. « La culture ne peut s'établir, nous dit Dupont de Nemours (1), que par des travaux préparatoires et des avances foncières, préliminaires indispensables des travaux annuels, des avances perpétuellement entretenues et des dépenses perpétuellement renouvelées qu'on appelle proprement la culture. Avant de cultiver il faut couper les bois, etc. » C'était, du reste, les avances qui justifiaient aux yeux des physiocrates le droit des propriétaires au produit net ; logiquement, c'est qu'ils devaient voir entre les avances et le produit net, une relation de cause à effet. Turgot, il est vrai, ne partage point

1. Dupont de Nemours. *Origine et progrès d'une science nouvelle*, éd., Guillaumin, p. 344.

sur cette question l'opinion commune de l'école, et il justifie la propriété foncière par « les conventions humaines et les lois civiles » (1). Mais cette divergence ne se rencontre que chez Turgot, et il ne semble pas que les autres physiocrates aient conçu la possibilité d'un produit net sans avances.

Au contraire, pour Ricardo et son école, la rente ne dépend point des avances. Il est vrai que toutes les terres qui donnent une rente ont subi plus ou moins d'améliorations qui ont augmenté leur productivité et par conséquent leur rente ; mais il est si difficile de les distinguer des qualités naturelles du sol qu'il est d'usage de les confondre avec elles. Telle est l'opinion de Stuart Mill (2) : « Sous le nom de rente on comprend communément de nombreux paiements qui ne sont point la rémunération des qualités naturelles du sol, mais du capital incorporé. La rente additionnelle résultant de cette mise de capitaux devrait, selon certains auteurs, être regardée comme profit et non comme rente... Mais en ce qui concerne le capital réellement dépensé en améliorations ou ne demandant pas de renouvellement périodique, mais dépensé une fois pour toutes en

1. Turgot. *Réflexions sur la formation et la distribution des richesses*, § XVII. Texte rétabli.

2. Stuart Mill. *Economie politique*. L. II, ch. XVI, p. 259. People's edition London, 1876. Ed. Guillaumin, t. I, p. 493.

donnant à la terre une augmentation permanente de productivité, il me semble que le revenu d'un tel capital perd complètement le caractère de profit et est régi par les principes de la rente. »

Ainsi, pour les auteurs classiques (1), la rente apparaît comme un don purement gratuit qui ne correspond à aucune mise de capitaux. Les améliorations du fait de l'homme sous la forme d'avances foncières ne créent qu'un profit additionnel inférieur à la rente naturelle devant laquelle il s'efface. On peut même dire que la rente est en raison inverse des avances ; car les terrains qui en exigent le plus sous forme de défrichement, de défoncement, etc., sont naturellement les plus pauvres et ceux à la culture desquels on ne recourt qu'en dernier. Ce sont donc les terrains qui ne peuvent rapporter au propriétaire que la rémunération des capitaux qu'on leur a incorporés : ils ne donnent aucune rente au sens exact du mot. A moins toutefois que les avances ne consistent en une amélioration chimique qui agisse

1. Sur ce point Smith n'est pas en désaccord avec les auteurs classiques. « Le fermage de la terre, nous dit-il, est donc naturellement un prix de monopole. Il n'est nullement en proportion des améliorations que le propriétaire peut avoir faites sur sa terre, ou de ce qu'il lui suffirait de prendre pour ne point perdre, mais bien de ce que le fermier peut consentir à donner. » *Richesse des Nations*. L. I, ch. XI, p. 189, éd. Guillaumin.

avec peu d'efficacité sur les terres de première qualité que sur celles de qualité inférieure ; auquel cas, les premières terres bénéficient d'une nouvelle rente.

Mais cette dernière hypothèse n'est point celle que George a envisagée. Pour lui la rente est la rente de la terre toute nue ; s'il veut parler des améliorations, il les désigne explicitement. « En parlant de la valeur de la terre, je prends et je prendrai ce terme comme désignant la valeur de la terre toute nue. Quand je voudrai parler de la valeur de la terre avec ses améliorations je me servirai de ces mots. » (1).

Ainsi donc, pour George comme pour les auteurs classiques, la rente n'est que le produit du monopole de la surface de la terre, ce monopole ne supposant d'autres frais que ceux qui sont nécessaires pour le garantir. Elle ne correspond à aucune dépense d'avances semblable à celle que les physiocrates supposent pour la génération du produit net.

Des trois différences théoriques que nous venons de relever entre la rente et le produit net, il est certain que la plus importante est incontestablement la première, mais elle est capitale. Entre deux phénomènes dont l'un est une création de richesse et l'autre une création de valeur, il y a un abîme. Car si

1. *Progress and poverty*. L. III, ch. II, p. 117 en note. *Progrès et pauvreté*, p. 158.

l'un et l'autre enrichissent l'individu qui en bénéficie, la somme des produits nets constitue une augmentation de richesse nationale, tandis que la somme des rentes perçues n'augmente en rien cette richesse et ne fait que déplacer au profit de la classe des propriétaires une partie des richesses produites par les classes exploitantes. C'est donc là une différence qui semble devoir écarter tout rapprochement entre les deux phénomènes. Comment se fait-il donc qu'Henry George ait pu être amené à trouver entre eux non plus seulement un rapport, mais une identité ? La raison en est que si l'on quitte le domaine des abstractions pour se placer dans celui des faits, les oppositions que nous avons déduites des définitions des deux écoles vont s'atténuer jusqu'à devenir insaisissables. George raisonne plutôt sur ce terrain, et c'est ce qui nous explique qu'il ne s'est point embarrassé de divergences de conception, que, du reste, sa connaissance imparfaite des auteurs physiocratiques ne lui avait sans doute pas révélées.

Nous allons donc rechercher comment se manifestent pratiquement et concurremment la rente et le produit net, en nous plaçant dans l'hypothèse d'une terre de première qualité qui donne, toutes reprises une fois prélevées, un produit de x sacs de blé par hectare.

Si nous supposons qu'il n'y ait que cette seule qualité de terre en exploitation, il ne saurait au sens

ricardien y avoir au profit de cette terre aucune création de rente, bien que l'on puisse concevoir que le propriétaire perçoive un fermage pour prix de ses mises de capitaux. Pour les physiocrates, il y a naturellement fermage dès l'instant que le propriétaire a fait des avances foncières. Supposons maintenant qu'une terre de deuxième qualité soit alors mise en culture et donne par exemple $X - 2$ hectolitres de blé par hectare. Cette mise en exploitation de la seconde terre révèle que pour une même somme d'efforts, la première terre donne un excédent de 2 hectolitres par hectare. Le produit de la première terre n'a pas augmenté; néanmoins, au renouvellement des baux, le propriétaire ne manquera pas d'élever le fermage de deux sacs de blé par hectare. Pour Ricardo, voici donc que la première terre bénéficie d'une rente égale à cette différence de productivité. Pour les physiocrates, le produit net étant ce qui est perçu par le propriétaire, faut-il en conclure que le produit net a augmenté de deux sacs de blé? Cela est impossible, puisque nous savons que le produit net est une richesse matérielle et que la productivité de la première terre n'a pas varié. Ce qu'il faut en conclure, c'est qu'avant la mise en culture de la seconde terre, le propriétaire ne percevait pas tout le produit net, puisqu'il ne touchait que F (le fermage) au lieu de $F + 2$.

Que l'on en vienne ensuite à exploiter des terres-

de moins en moins fertiles, ne rapportant plus que $x - 4$, $x - 6$, $x - 8$, etc., hectolitres de blé par hectare. Les propriétaires des terres favorisées porteront le taux des fermages à $F + 2$, $F + 4$, $F + 6$, $F + 8$, etc., selon l'excédent du produit de leur terre sur la terre de dernière qualité. Cet excédent est évidemment un produit net au sens physiocratique, puisque l'homme ne fournissant sur toutes ces terres qu'une somme identique d'efforts, il ne peut être dû qu'au rôle que joue la nature dans la composition des terrains; mais cet excédent ne devient apparent et n'est perçu par le propriétaire qu'au fur et à mesure de la mise en culture de terres moins bonnes; et maintenant nous apparaît le lien étroit qui unit au phénomène de la rente la conception physiocratique du produit net.

Nous avons vu qu'à chaque fois que la rente croît d'une quantité quelconque, elle met en relief une quantité égale de produit net physiocratique. La limite de l'accroissement de la rente sera la différence de productivité entre la meilleure terre et la terre la plus mauvaise susceptible de culture; autrement dit, la limite de la rente est l'excédent de production que donnera la meilleure terre sur la plus mauvaise pour une quantité égale d'efforts. Cet excédent étant dû aux qualités naturelles du sol, c'est-à-dire à la collaboration de la nature, constitue bien ce que les physiocrates entendent par produit net. Par conséquent la limite

d'accroissement de la rente sera le produit net physiocratique.

Le produit net existe sous forme de richesse, du jour où l'homme s'adresse à la terre qui le crée, mais il n'est perçu en valeur par le propriétaire, sous forme de fermage, que du jour où l'augmentation de la demande oblige les hommes à s'adresser aux terres moins fécondes. Richesse matérielle réellement produite à l'origine, il ne se manifeste que comme un déplacement de richesse sous forme de rente ; et c'est pourquoi Ricardo a pu dire que la rente n'était qu'une création de valeur. Mais cette création de valeur suppose une création préalable de richesses offertes par la nature ; on ne conçoit la création d'une rente pour une terre qu'autant qu'elle produit plus de richesses qu'une autre pour une même somme d'efforts. De sorte que le produit net en valeur finit par être intégralement exprimé par le taux de la rente ricardienne, et par coïncider en fait avec elle.

Les physiocrates, toutefois, ne semblent pas s'être jamais avisés de cette particularité du produit net de ne se révéler au propriétaire que selon les lois que Ricardo a énoncées. Le produit net perçu par le propriétaire n'a pour eux rien à faire avec l'accroissement de la population et la hausse de la demande si ce n'est que le développement de la société nécessite le développement parallèle de l'agriculture, et par conséquent provoque la production d'une plus

grande masse de richesses. Mais ils n'ont pas vu que les valeurs perçues par le propriétaire et représentatives de richesses produites varient suivant l'offre et la demande, et non pas suivant la production effective du fonds.

Henry George a sans doute eu la perception de ce qui avait échappé aux physiocrates ; et peut-être préparé à cette conception par les théories particulières de certains auteurs anglais, par exemple de Malthus, sur la productivité de la terre, il a été amené à voir que cette création de valeur a pour fondement la création de richesse produite par les qualités naturelles de fécondité et de situation du sol, et qui constitue le fonds qui subvient aux besoins de la société. Il était naturellement disposé à adopter comme plus exacte l'expression physiocratique de produit net qui offre moins d'équivoque que le mot rente, surtout en anglais.

Voilà comment s'explique pour nous l'identité que George a vue entre le produit net et la rente. Nous savons que si l'on s'en tient aux définitions données de part et d'autre, des abîmes séparaient les deux phénomènes économiques. Mais en analysant le mécanisme selon lequel ils se manifestent en fait, il nous a semblé qu'il devenait impossible de les distinguer, liés qu'ils sont si étroitement par des rapports d'interdépendance ; la rente supposant le produit net, et ce dernier ne se trouvant exprimé que par la

rente. On peut donc concéder à George qu'il n'a point fait une pétition de principe en proclamant avoir tablé sur la même donnée que les physiocrates.

Nous allons examiner dans nos chapitres suivants jusqu'à quel point peut se justifier son opinion que les déductions qu'il en a tirées concordent avec celles des philosophes français.

CHAPITRE II

La propriété

Henry George a construit son système pour arriver à la suppression de ce qui est pour lui la source de toutes les injustices sociales, la propriété foncière, et il semble quelque peu surprenant qu'il ait pensé reprendre, en la rénovant, la doctrine d'une école de philosophes pour lesquels la propriété foncière constitue un dogme intangible.

Nous avons vu qu'il n'avait des physiocrates qu'une connaissance assez superficielle, et l'identité évidente pour lui des fondements théoriques des deux systèmes, à savoir le produit net et la rente, et de leurs aboutissants, l'impôt unique et le libre échange intégral, l'a convaincu de l'identité des deux systèmes, même dans leurs fins ; et c'est là, allons-nous voir, que réside son erreur capitale. Car si le but que poursuit George est la suppression de la propriété foncière, on peut dire que l'unique fin des physiocrates est la liberté absolue de la propriété foncière qui est pour eux la condition *sine qua non*

du développement de l'agriculture. Si George avait eu la bonne fortune de pouvoir lire l'un quelconque des ouvrages des physiocrates, cette lecture lui eût révélé leur constante préoccupation de justifier la légitimité du droit du propriétaire à la perception du produit net.

Cette légitime se déduit pour eux de la propriété évidente que l'homme a de sa personne, et de la nécessité où il se trouve de pourvoir à la conservation de son être — ce qui implique le droit absolu de travailler à cette fin. Cela constitue ce qu'ils appellent la propriété personnelle, la liberté pour l'homme de diriger comme bon lui semble son activité au mieux de la satisfaction de ses besoins physiques. Mais que serait le droit de travailler sans celui de jouir exclusivement des fruits de son travail ? Un droit inexistant, sans objet, puisque l'homme ne travaille que pour satisfaire un besoin avec le produit de son travail. Le droit de travailler sans le droit au produit du travail serait uniquement le droit de dépenser son activité à seule fin de la dépenser, ce qui ne suffit pas pour la conservation de l'être physique. Par conséquent la propriété personnelle implique la propriété des fruits du travail, c'est-à-dire la propriété mobilière.

Jusqu'ici, nous le verrons tout à l'heure en examinant la déduction de George, les deux théories coïncident. Mais lorsqu'il va falloir franchir un

degré de plus et passer de la propriété mobilière à la propriété foncière, les déductions ne vont plus concorder et les deux thèses vont s'opposer.

Pour les physiocrates, la propriété foncière est tout simplement le prolongement des deux autres sortes de propriété qui pour eux ne font qu'une tant elles sont étroitement liées l'une à l'autre. La propriété foncière ne sera que la propriété personnelle ou mobilière étendue au sol, c'est-à-dire la propriété des fruits d'un travail appliqué à la terre, soit directement, comme dans le défrichement, le défoncement, soit indirectement par l'incorporation, pour l'aménagement de la culture ou pour rendre le sol plus fécond, de richesses mobilières représentant le produit d'un travail antérieur. Voici cette déduction telle que nous la présente Mercier de la Rivière :

« Avant de cultiver, il faut défricher, faire diverses dépenses pour préparer la terre à recevoir la culture ; les premières dépenses une fois faites, on ne peut plus enlever aux terres défrichées les richesses qu'on a consommées en les employant à ces opérations ; il faut donc que la propriété de ces terres reste à ceux qui ont fait ces dépenses ; sans cela leur propriété mobilière serait lésée. Ainsi, de même que la propriété personnelle devient une propriété mobilière par rapport aux effets mobiliers que nous acquérons par nos recherches et nos travaux, de même aussi elle doit nécessairement devenir une

propriété foncière par rapport aux terres dans le défrichement desquelles nous avons employé les richesses mobilières que nous possédons.

On voit ici que la propriété foncière n'est point une institution factice et arbitraire ; elle n'est que le développement de la propriété personnelle, le dernier degré d'extension dont celle-ci soit susceptible ; on voit qu'il n'existe qu'un seul et unique droit de propriété, celui de la propriété personnelle, mais qui change de nom selon la nature des objets auxquels on en fait l'application. » (1).

Voilà lumineusement exposée en quelques lignes, toute la thèse physiocratique de la propriété qui n'est que le droit absolu pour l'homme de diriger comme bon lui semble son activité. Le produit de cette activité revêt des caractères différents selon les objets auxquels elle s'applique ; mais il est dans tous les cas la propriété exclusive de celui qui la fait naître.

Si l'on examine maintenant la thèse de George nous voyons, ainsi que nous l'avons déjà dit, que c'est cette même propriété personnelle qui se trouve à la base de ses déductions, et que c'est de son existence et de sa légitimité qu'il va conclure à l'illégitimité de la propriété foncière.

Ce qui constitue pour lui le fondement de la pro-

1. Mercier de la Rivière, éd. Guillaumin, p. 617.

priété, c'est bien, comme pour les physiocrates, le droit primordial que l'homme a sur lui-même, sur l'exercice de ses forces, sur la jouissance des fruits de ses propres efforts. « N'est-ce pas ce droit individuel qui découle et tire sa justification des faits naturels de l'organisation individuelle — le fait que chaque paire de mains particulière obéit à un cerveau particulier — le fait que chaque homme est un tout défini, cohérent, indépendant, qui seul justifie la propriété individuelle ? » (1). Et immédiatement cette déduction identique à celle que les physiocrates en avaient tirée : « De même qu'un homme appartient à lui-même, de même son travail sous forme concrétisée lui appartient. » (2). Et c'est ce qui fait que l'homme a sur ce qu'il a produit un droit absolu et exclusif de tout droit étranger. Ce droit absolu renferme naturellement le droit de cession ; et le titre du cessionnaire découlant de celui du producteur est aussi juste et légitime que le sien.

Cette légitimité du titre transféré par celui qui l'a créé en droit naturel exclut même toute autre façon d'acquérir la propriété. « Il ne peut y avoir à la propriété de quoi que ce soit, aucun titre légitime qui ne dérive du titre du producteur et ne repose sur le

1. *Progress and poverty*. L. VII, ch. I, p. 236. *Progrès et pauvreté*, p. 316-17.

2. *Idem*.

droit naturel de l'homme sur lui-même. » (1). Et de ce droit de propriété, écrit dans les lois de la nature, que l'homme a sur les fruits de son travail, George va déduire qu'il est exclusif de tout autre droit de propriété. De ce que l'homme a un titre légitime au produit de son travail, il résulte qu'il ne peut en avoir un à ce qui n'est pas le produit de son travail, à moins que le titre ne lui en ait été transféré par le producteur ou quiconque le tenant légitimement de ce dernier. Et nous voici arrivé au terme de son raisonnement : « Si la production donne au producteur droit à la possession et jouissance exclusives, il ne peut y avoir aucune possession et jouissance exclusives de ce qui n'est pas le produit du travail, et la reconnaissance de la propriété privée de la terre est un mal ; car le droit au produit du travail ne peut s'exercer sans le droit au libre usage des avantages offerts par la nature — et admettre le droit de propriété sur ces avantages est la négation du droit à la propriété du produit du travail. » (2) En effet, si ceux qui détiennent la terre peuvent exiger de ceux qui l'exploitent une partie du fruit de leur travail, ceux-ci sont lésés d'autant.

1. *Idem.*

2. *Progress and poverty*. L. VII, ch. I, p. 238. *Progrès et pauvreté*, p. 318-319.

Ainsi, c'est au nom du droit qu'ont tous les hommes à l'usage de la terre, qu'Henry George refuse de reconnaître la légitimité de la propriété foncière. « Ce droit, dit-il, est aussi clair que leur droit à l'air respirable ; c'est un droit proclamé par le fait même de leur existence. Car on ne peut supposer que les uns aient le droit d'être dans ce monde, et les autres pas. » (1). Ce droit est un droit naturel et ne peut être aliéné ; il appartient à tout être humain du jour où il vient au monde, et à supposer que les hommes d'une certaine génération aient consenti à l'abdiquer, ils ne pouvaient en même temps abdiquer celui des générations suivantes. « Que sommes-nous, dit-il, sinon les tenanciers d'un jour. Avons-nous fait la terre, que nous déterminions les droits de ceux qui viendront après nous, tenanciers à leur tour ? » (2). Et c'est à cette conclusion, diamétralement opposée à celle des physiocrates que George est conduit en partant d'une promesse identique à la leur, à savoir la légitimité de la propriété personnelle.

Mais George a été frappé de ce fait que le travail ne peut se concevoir sans l'usage de la terre. Il n'existe aucun genre d'activité qui n'ait besoin pour s'exercer d'un support, d'un substratum, et ce sup-

1. *Progress and poverty*, L. VII, ch. I, p. 239. *Progrès et pauvreté*, p. 320-321.

2. *Progress and poverty*, L. VII, Ch. I, p. 240. *Progrès et pauvreté*, p. 321.

port c'est la terre, quelle que soit l'occupation choisie ; et par conséquent, nier le droit de tous les hommes à l'usage de la terre, équivaut à nier le droit à l'exercice du travail et au produit du travail, puisque le propriétaire de la terre exige une partie de ce produit pour la concession de la terre qu'il détient. Et cette violation d'une loi fondamentale de la nature aura pratiquement pour expression la rente, c'est-à-dire « le prix que le travail devra payer pour l'usage de la terre ».

Il est remarquable que cette conséquence de la propriété foncière n'ait pas frappé les physiocrates qui ont proclamé si haut la légitimité et l'intangibilité de la propriété personnelle, et qu'ils n'aient pas vu que permettre au nom de cette propriété l'appropriation du sol dont l'étendue a une mesure définie, dont la surface est limitée, devait conduire à spolier certains hommes de leur droit égal à l'extension de leur propriété personnelle au sol. Car ils ne raisonnaient points en purs spéculatifs, mais pratiquement dans un milieu où l'intégralité de la terre se trouvait appropriée.

On ne peut pas dire qu'ils n'ont pas aperçu la question ; elle a été particulièrement exposée par Mercier de la Rivière qui l'aborde de face, mais la résoud

1. *Progress and poverty*, p. 241. *Progrès et pauvreté*, p. 324.

avec un optimisme désinvolte en proclamant que tout est pour le mieux. Cet optimisme semble difficile à concilier avec la conception très juste que les physiocrates avaient de la situation faite dans la société économique aux ouvriers qui n'ont que leurs bras et leur industrie, et qui, selon l'expression de Turgot, « sont obligés de baisser le prix de leur salaire à l'envi les uns des autres ». Ils avaient une compréhension très nette du phénomène économique au nom duquel Lassalle agitera le prolétariat allemand et que l'on dénomme en économie politique la loi d'airain. Mais cette précarité de condition à laquelle leur système condamne certains membres de la société ne les fait point s'arrêter. Ils ont avant tout en vue l'intérêt primordial de société tout entière, qui est le développement de l'agriculture par la situation de faveur faite à ceux qui font les avances.

George, au contraire, se révolte devant la situation faite au travailleur dont les salaires « lorsque tous les avantages naturels sont monopolisés, peuvent être réduits par la concurrence que les travailleurs se font entre eux, au minimum auquel ils consentiront à reproduire » (1). Et ce sont ces salaires d'esclavages, acceptés par les physiocrates, qui lui révèlent

1. *Progress and Poverty*. L. III, ch. VI, p. 152. *Progrès et pauvreté*, p. 205.

qu'il doit y avoir un mal dont souffre l'humanité, et ce mal, c'est la propriété foncière. « Le vice, la misère, la pauvreté et le paupérisme ne sont point les résultats légitimes de l'accroissement de la population et du développement industriel ; ils n'accompagnent l'accroissement de population que parce que la terre est traitée comme propriété privée ; ils sont la conséquence directe et nécessaire de la violation de la loi suprême de justice que l'on commet en donnant aux uns la possession exclusive de ce que la nature destine à tous les hommes. » (1).

Ainsi les physiocrates ont vu à quelles conséquences devait entraîner le caractère d'exclusivité qu'ils donnaient à la propriété foncière comme prolongement de la propriété personnelle ; ils ont compris qu'il devait y avoir dans leur société une classe de prolétaires, c'est-à-dire de citoyens dont le droit de propriété personnelle serait violé, puisqu'ils ne pourraient pas appliquer leur activité à la terre sans que ceux qui la détiennent ne perçoivent une partie du produit de leur travail comme prix de leur monopole. Et cependant ils ont passé outre, pénétrés qu'ils étaient du rôle fondamental et social de la propriété foncière dans la société où ils vivaient, et convaincus que les privilèges de la classe proprié-

1. *Progress and Poverty*. L. VII, ch. I, p. 241. *Progrès et pauvreté*, p. 323.

taire se justifient non seulement par la théorie de la propriété personnelle, mais par la nécessité sociale de cette classe. Ils ne peuvent, du reste, se justifier que par cette nécessité.

La théorie, de la propriété foncière extension de la propriété personnelle supporte en effet difficilement l'analyse. Il est de toute légitimité, et cela George n'a jamais songé à le contester, que le produit d'un travail appliqué à la terre soit la propriété exclusive de celui qui l'a fait naître, même si ce produit se trouve incorporé à la terre sous forme de défrichement, d'assèchement de marais, de constructions, etc. Le travail qui crée un titre de propriété pour tout ce qu'il produit en a créé un dans ce cas également ; mais ce titre de propriété ne doit s'étendre qu'à la valeur de la chose incorporée et non pas au sol lui-même. Le sol préexiste à tout travail humain avec ses qualités naturelles, son pouvoir de germination, sa capacité de fournir des matériaux et de servir de support à tout établissement de l'homme. Toutes avances de capitaux et de travail sont des quantités données qu'il est possible d'évaluer pour déterminer le droit qu'elles font naître pour celui qui en a fait la dépense. Il faut reconnaître que cette évaluation est délicate, surtout en agriculture où les avances consistent surtout en travaux d'amendement, de défoncement, de plantation, etc., et cette difficulté dans la discrimination des parts

qui reviennent respectivement au travail de l'homme et aux agents naturels, surtout à l'origine, a sans doute décidé les philosophes Economistes à attribuer à celui qui avait fait les avances la propriété exclusive du sol sur lequel il les a faites. Cette discrimination toutefois, devient plus aisée à mesure que s'étend la mise en exploitation des terres et que l'on s'adresse à celles de qualités inférieures ; car, à partir de ce moment, la rente dont vont bénéficier les terres de première qualité et qui n'est point le fait du propriétaire, nous donne le moyen d'évaluer la part qui revient aux phénomènes économiques et naturels. Les physiocrates, nous le savons, n'ont pas eu la perception du phénomène de la rente en valeur ; mais George, dont le point de départ est la théorie ricardienne, a pensé qu'il était possible de faire cette différenciation, et tout son système repose sur la distinction entre les qualités originaires de fertilité et de situation du sol et les améliorations du fait de l'homme. La raison, selon lui, qui fait que cette dualité de facteurs échappe en général à l'attention tient à la terminologie vicieuse des juristes, qui ont classé les choses susceptibles de propriété en meubles et immeubles : la classification naturelle et rationnelle devrait distinguer les choses qui sont le produit du travail des choses qui sont un don gratuit de la nature, ou pour adopter les termes de l'économie politique, « la richesse et la terre ». Ces

deux sortes de choses diffèrent essentiellement. « Une maison et la terre sur laquelle elle repose sont toutes deux dans le langage juridique des propriétés immobilières, et cependant dans la nature elles sont complètement différentes ; l'une est le produit du travail humain et appartient au genre dénommé richesse en économie politique. L'autre est une partie de la nature et appartient au genre dénommé la terre. » (1).

Voici donc, nettement distinguées dans leur rapport avec l'effort humain, les deux sortes d'immeubles qui constituent en droit la propriété immobilière. Mais la première seule, tirant son origine du travail, est le prolongement de la propriété personnelle, et par conséquent légitime.

Les physiocrates avaient pensé, considérant le droit de propriété personnelle du producteur sur les fruits de son travail, que ce droit légitime à la propriété de la partie si étroitement liée au tout emportait légitime propriété de ce tout. Pour George, au contraire, cette extension d'un droit à la partie ne se justifie pas ; elle est même illégitime puisqu'elle prive une partie des hommes de leur droit de propriété personnelle sur les fruits qu'ils pourraient produire en s'adressant à la terre appropriée ; et

1. *Progress and poverty*. L. VII, ch. I, p. 238. *Progrès et pauvreté*, p. 319-320.

raisonnant d'une façon inverse, il est conduit à conclure que si la partie ne peut se distinguer du tout avec lequel elle ne fait qu'un, ce sera le droit particulier qui devra disparaître dans le droit général de tous les hommes à toute la terre : « C'est le plus grand qui absorbe le moindre, non le moindre qui absorbe le plus grand. La nature ne procède point de l'homme, mais l'homme de la nature, et c'est dans le sein de la nature que lui et toutes ses œuvres doivent faire retour. » (1).

Les physiocrates, il est vrai, n'ont considéré la terre que comme le fonds d'où se tirent les subsistances et les matières premières, et non pas dans ses rapports avec toutes les autres industries dont elle est le support. Tandis que George a été frappé également, peut-être surtout, par le rôle de la terre dans les industries non agricoles, particulièrement celles qui s'exercent dans les villes. Il a vu lors de la fondation d'une ville en Amérique des spéculateurs acheter à vil prix des terrains et les revendre à des prix fabuleux lorsque le développement de la cité et l'accroissement de la population a augmenté l'utilité de ces terrains. L'action physique du spéculateur sur ces terrains a été nulle ; il ne leur a fait subir aucune

1. *Progress and poverty*. L. VII, ch. I., p. 243. *Progrès et pauvreté*, p. 325.

transformation, et, par conséquent, la délicate distinction à faire entre les qualités naturelles du sol et les améliorations du fait de l'homme ne l'a pas embarrassé dans ce cas. Les physiocrates, au contraire, quelque internationale que soit leur doctrine, raisonnaient surtout en ayant en vues les terres de France appropriées et transformées par l'homme depuis longtemps, et à une époque où le développement des villes et la création des voies de communication n'avait pas encore inauguré les spéculations de terrains.

Henry George se trouve donc en contradiction absolue avec les physiocrates sur une question capitale pour les deux écoles ; une connaissance plus exacte de la littérature physiocratique et des polémiques qu'elle avait soulevées, lui aurait appris que les plus vives attaques auxquelles la nouvelle doctrine fut en butte de la part des contemporains s'adressent à leur conception de la propriété foncière. La plupart des philosophes du XVIII^e siècle avaient une conception de cette propriété issue de la doctrine de Locke, laquelle s'accorde parfaitement avec celle de George, et leurs critiques attaquent très vivement les physiocrates. C'est surtout Mably qui les formula avec éloquence dans ses *Doctes proposés aux Philosophes Economistes*, dont toutes les pages qui concernent la propriété foncière eussent pu être contre-signées par George ; et dans la controverse, si ce

dernier s'était trouvé contemporain des physiocrates, c'est avec leurs détracteurs et non pas avec eux qu'il aurait dû prendre position. On éprouve donc un profond étonnement en lisant dans son ouvrage *Protection ou libre-échange* le passage suivant qui nous révèle la conception absolument fausse qu'il s'est faite de la doctrine des physiocrates et du but qu'ils poursuivaient :

« ... C'est là ce qu'ont compris avec une netteté extrême les quelques grands Français qui, au siècle dernier, ont levé les premiers l'étendard du libre-échange. Ce qu'ils proposaient n'était pas la simple substitution d'un tarif de revenu à un tarif protecteur, mais l'abolition de tous les impôts sans exception, directs ou indirects, excepté un seul, celui sur la valeur de la terre, qu'ils appelaient l'impôt unique. Ils se rendaient parfaitement compte que cette unification de l'impôt ne signifiait pas seulement la délivrance, pour le commerce et l'industrie, de tous les fardeaux qui les écrasaient, mais qu'elle signifiait aussi une reconstruction complète de la société, de la base au faite, c'est-à-dire la restitution à tous les hommes des droits égaux que la nature leur a donnés de se servir de la terre. C'est parce qu'ils avaient compris tout cela qu'ils s'exprimaient au sujet de cette réforme en termes qui, appliqués à une simple modification fiscale, paraîtrait exagérée, la comparant au point de vue des avantages que l'humanité devait

en retirer, à ces inventions primordiales qui rendirent possibles les premiers progrès de la civilisation, l'emploi de la monnaie et l'adoption de l'écriture ; et si l'on veut bien considérer la portée considérable des avantages qui résulteraient pour l'humanité d'une mesure qui, en faisant disparaître toutes les entraves à la production de la richesse, assurerait en même temps sa répartition équitable, on reconnaîtra que ces grands Français n'avaient rien exagéré. » (1). Cette restitution à tous les hommes des droits égaux que la nature leur a donnés de se servir de la terre, est un contre-sens physiocratique. En supposant que les philosophes économiques aient admis, ce qui n'est pas, une égalité idéale des hommes à l'usage de la terre, toute leur construction d'un système pratique tend à justifier le droit exclusif de certains à l'encontre de celui des autres, à l'usage de la terre.

La consolidation de ce droit déjà très fortement établi à leur époque est la fin qu'ils poursuivent ; le moyen qu'ils préconisent à cet effet est l'impôt unique ; cette mesure fiscale doit donc essentiellement différer du *single tax* proposé par Henry George et qui a pour but de mettre fin aux privilèges et au monopole des propriétaires fonciers.

L'examen de ce point va faire l'objet de notre chapitre suivant.

1. *Protection ou libre échange*. Ed. Guillaumin, chapitre XXVI, p. 379.

CHAPITRE III

L'impôt unique

La mesure législative par laquelle devait se traduire pratiquement la doctrine physiocratique et celle de George, l'établissement d'un impôt unique sur le rendement des propriétés foncières, est à coup sûr la conception qui donne aux deux systèmes leur caractère saillant et qui éveille tout naturellement dans l'esprit l'idée de les rapprocher.

George a, du reste, été l'un des premiers à faire ce rapprochement ; du jour où les grandes lignes de la thèse des physiocrates lui ont été révélées, il a eu conscience que les vérités qu'il enseignait avaient déjà été perçues par d'autres. Mais ce qui a particulièrement contribué à le convaincre que les fins qu'il cherchait à atteindre avaient déjà été poursuivies par les philosophes Economistes du XVIII^e siècle, c'est la similitude du moyen préconisé, l'impôt unique sur la terre.

Il lui a paru que deux mesures fiscales identiques à ses yeux, s'appliquant aux mêmes objets, ne pouvaient donner en vertu du principe de causalité que des résultats identiques. Les physiocrates n'ignoraient point quel devait être l'effet de la cause qu'ils voulaient faire agir, et l'on ne peut raisonnablement supposer que cet effet n'ait point été en conformité avec la fin qu'ils poursuivaient. Pour George, la fin était la restitution à tous les hommes de leurs droits égaux à la terre, et il estime qu'un impôt unique sur la terre devait réaliser cette fin ; il se trouvait donc amené à penser que les physiocrates, qui préconisaient la même réforme, devaient avoir en vue le même objet.

A la vérité, son raisonnement n'eût pas été entaché d'illogisme, s'il n'avait été dès le principe vicié par une erreur sur la prémisse, à savoir que les causes ne sont pas identiques, mais seulement semblables. Les deux impôts proposés sont bien, par essence, uniques et frappent bien les mêmes objets ; mais ils varient quand à leur quantum et cette différence de taux dont l'importance est capitale, est précisément ce qui a permis aux physiocrates de penser qu'ils obtiendraient par leur impôt un résultat diamétralement opposé à celui que George croyait atteindre avec la même mesure. C'est ce que nous allons mettre en relief en examinant successivement les systèmes fiscaux des deux écoles.

Nous avons vu que, pour les physiocrates, l'avantage de l'agriculture sur les autres industries est de donner un excédent au produit net. Ce produit net ne se rencontre pas dans les autres industries qui ne produisent qu'exactement l'équivalent de ce qu'elles ont consommé en matières premières et en subsistances. Le produit net est donc le fonds qui fait vivre les industries manufacturières et assure la vie physique de ceux qui les exercent. « Nous avons démontré, nous dit Turgot, que tout ce que reçoivent les autres classes de la société n'est que les salaires et les profits payés soit par le propriétaire sur son revenu, soit par les agents de la classe productrice sur la partie affectée à leurs besoins, qu'ils sont obligés d'acheter de la classe industrielle. Que ces profits soient distribués en salaires d'ouvriers, en profits d'entrepreneurs, en intérêt d'avances, ils ne changent pas de nature et n'augmentent point la somme du revenu produit par la classe productrice en sus du prix de son travail, à laquelle la classe industrielle ne participe que jusqu'à concurrence du prix de son travail.

« Il reste donc constant qu'il n'y a de revenu que le produit net des terres, et que tout autre profit annuel, ou est payé par ce revenu, ou fait partie des frais qui servent à produire le revenu. » (1).

1. Turgot. *Réflexions sur la formation et la distribution des richesses*, Ed. Guillaumin, t. I, § XCVIII.

Ne reconnaissant donc comme source de richesse que la terre, les physiocrates devaient être logiquement amenés à penser que le seul fonds disponible pour l'impôt était le produit net de cette terre, toutes les autres richesses ne constituant que le montant des reprises de l'agriculture ou la subsistance des autres industries. C'est ce que nous dit Dupont de Nemours : « Il ne dépend pas des hommes d'asseoir l'impôt selon leur caprice ; il a une base et une forme essentiellement établies par l'ordre naturel. L'impôt doit fournir à des dépenses perpétuellement renaissantes ; il ne peut donc être pris que sur des richesses renaissantes. La portion des récoltes nommée le produit net est donc la seule contribuable à l'impôt, la seule que la nature ait rendue propre à y subvenir. Il est donc de l'essence de l'impôt d'être une portion du produit net de la culture (1). »

1. « L'impôt est une portion prise dans les revenus annuels d'une nation à l'effet d'en former le revenu particulier du souverain pour le mettre en état de soutenir les charges annuelles de sa souveraineté. De cette définition résulte évidemment que l'impôt, qui n'est qu'une portion d'un produit net annuel, ne peut être établi que sur les produits nets annuels ; car produit net et revenu ne sont qu'une seule et même chose : qui dit un revenu, dit une richesse disponible, une richesse qu'on peut consommer au gré de ses désirs, sans préjudicier à la reproduction annuelle. Or on a déjà vu qu'il n'y a que les produits nets qui soient ainsi disponibles. » (Mercier de la Rivière, éd. Guillaumin, p. 473. — Dupont de Nemours, éd. Guillaumin, p. 351.)

Toutes les autres taxes, quel que soit le système fiscal pratiqué, frappant d'autres objets que le produit net, doivent donc inévitablement, selon les physiocrates, retomber sur la terre en dernière incidence. Il y aurait donc là un double emploi qui viendrait frapper les propriétaires indirectement, et par conséquent plus lourdement. En effet, supposons, pour analyser le jeu de ces doubles emplois, l'établissement d'un impôt sur les personnes ou les consommations. La perception va en être coûteuse, et par suite augmenter les frais du commerce et de la culture sans augmenter la richesse d'aucun consommateur. Le public devra donc restreindre sa consommation de denrées en raison de l'accroissement des frais intermédiaires ; le prix de toutes les ventes de première main baisserait donc. Les cultivateurs se verraient en conséquence obligés de retrancher sur les frais de culture ou sur le revenu du propriétaire, une somme égale au déficit qu'ils éprouveraient dans leur recette. S'ils retranchaient cette somme du revenu des propriétaires, ceux-ci paieraient donc en plus les taxes sur les personnes ou les marchandises augmentées des frais multipliés de la perception.

« Il est évident, dit Dupont de Nemours (1), que, dans ce cas, il en coûterait beaucoup plus aux propriétaires fonciers que s'ils avaient payé directement

1. Dupont de Nemours, éd. Guillaumin, p. 352.

au fisc sur leurs revenus, sans frais de perception, et sans que la valeur des productions qui font la base de leurs revenus fût diminuée, une somme égale à celle que le souverain retirerait des impositions indirectes. » Mais ce n'est pas ainsi que les choses se passeraient : il n'est pas possible que les cultivateurs retranchent sur les revenus des propriétaires. Ils sont en effet liés par des baux qui les obligent à payer aux propriétaires des sommes déterminées, et par conséquent ils en sont réduits à prendre sur les frais de culture le montant des taxes augmentées des frais de perception. Naturellement, les reprises nécessaires à assurer les avances se trouvant ainsi diminuées, les récoltes le seront dans des proportions égales, et la dégradation de la culture deviendra progressive, le cultivateur étant obligé de payer tous les ans le même loyer et le même impôt avec une récolte affaiblie tous les ans.

Telle est la démonstration rigoureuse par laquelle Dupont nous montre les calamités qui résultent d'impôts indirects et multiples, et il termine son chapitre par ces mots : « Imposition indirecte, pauvres paysans. Pauvres paysans, pauvre royaume. Pauvre royaume, pauvre souverain. »

Ainsi, l'impôt levé indirectement n'en est pas moins payé en dernière analyse par le produit net des bons fonds, et d'une façon extrêmement désastreuse et onéreuse pour les propriétaires. L'impôt doit

donc être levé directement sur le produit net et disponible, et ne gênera plus alors le cultivateur auquel il est indifférent de payer une partie du produit net entre les mains du souverain ou du propriétaire.

Les physiocrates déduisent donc de leur conception de la terre seul moyen de production, l'absolue nécessité de n'établir d'impôt que sur le produit net. Cela est logique et suffirait à les justifier ; puisque c'est la terre qui doit payer en dernière analyse, autant la taxer directement. Mais pour eux il y a une autre raison plus forte encore ; c'est ce droit sacro-saint du propriétaire.

Et quand on lit dans Mercier « qu'il faut nécessairement instituer le revenu public de manière qu'il ne puisse jamais être préjudiciable aux droits sacrés de la propriété dont les sujets doivent jouir » (1), et dans Dupont que « ce but de l'impôt est la conservation du droit de propriété » (2), on est tenté de se demander si cette intangibilité du droit du propriétaire n'était pas plutôt au principe qu'à la conclusion de leur déduction. On pourrait en effet répondre à l'argument de Dupont de Nemours, à savoir que le cultivateur sera obligé de retrancher, plutôt sur les reprises de la culture que sur le revenu du propriétaire, les sommes qui doivent payer les impositions

1. Mercier de la Rivière, éd. Guillaumin, p. 447.

2. Lisez *du droit de propriété foncière*, Dupont de Nemours éd. Guillaumin, p. 351.

indirectes, répondre qu'il sera loisible au propriétaire clairvoyant et soucieux de ses intérêts de prendre sur ses revenus pour compenser le déficit dans les reprises et de restituer une partie du fermage au cultivateur, plutôt que de laisser la culture se dégrader progressivement et les revenus tendre vers zéro. D'autant plus que les baux qui lient ce fermier ne sont pas éternels et que ce dernier pourra de lui-même contraindre le propriétaire à subir une diminution de revenu égale aux nouvelles charges qui frappent l'agriculture. Il n'y aurait donc que la classe des propriétaires de sérieusement atteinte par ces mesures fiscales ; un peu plus lourdement, il est vrai que dans l'hypothèse d'une imposition directe qui supprime l'inflation résultant des incidences successives. Et c'est précisément là ce qui apparaît comme néfaste aux physiocrates ; car les propriétaires, découragés par la bassesse du taux de l'intérêt des capitaux consacrés à l'agriculture, feront dans l'industrie ou le commerce des placements qui au point de vue physiocratique seront stériles, bien qu'ils puissent être très avantageux au capitaliste. Il n'y a en effet que l'agriculture qui produise ; les autres occupations peuvent enrichir certains hommes, mais n'augmentent en rien le revenu total de la société. Il faut donc avant tout, car c'est une condition *sine qua non* de la prospérité de la société, que l'agriculture se développe, et pour cela il faut atti-

rer à elle ceux qui peuvent avec leurs capitaux, faire les avances indispensables, et en conséquence, il « faut donc nécessairement », selon l'expression de Mercier dans le passage que nous avons rapporté, combiner le régime fiscal avec l'intérêt du propriétaire.

C'est pour réaliser cette fin que la plupart des auteurs physiocratiques ont imaginé un moyen fort ingénieux, qui fait la grande originalité de leur système en matière d'impôts, et qui consiste à considérer le souverain comme copropriétaire à perpétuité du produit net suivant une quotité qui ne saurait être arbitraire, mais proportionnelle aux frais de l'exercice de l'autorité. Dupont de Nemours suppose que, à l'origine de la société, les propriétaires, voulant assurer l'ordre public, venaient mettre en commun une part de leurs revenus pour subvenir aux dépenses de l'autorité tutélaire qu'ils élevaient parmi eux ; ce serait là l'origine du droit de copropriété du souverain, émanation des propriétaires.

Cette institution d'un droit de copropriété du souverain assure à ce dernier et à la nation le revenu le plus avantageux tout en garantissant aux propriétaires le sort le meilleur. En ce qui concerne les fermiers, peu leur importe que du produit net, ils en acquittent une partie au propriétaire sous le nom de fermage, et l'autre au souverain sous le nom d'impôts, puisqu'on n'exigera rien au delà de ce produit

et que les reprises seront intégralement sauvegardées. De plus, il jouit de l'augmentation de richesse qui résulte de la garantie complète de tous les droits de propriété.

Quant aux propriétaires qui paraissent payer l'impôt sur une partie de leurs revenus, ils le paient en réalité sur une augmentation de revenu qui n'existerait pas sans l'établissement de l'impôt qui assure la sécurité et la liberté dans la société.

Sous cette forme, l'impôt présente l'avantage de parvenir au souverain en entier, les frais de perception se trouvant réduits à zéro, et ne coûtant pas plus à la nation que les frais de perception des fermages qui sont censés ne coûter rien. Un second avantage est de faire disparaître entre le souverain et les sujets toute contestation au sujet du montant de l'impôt dont la quotité est un rapport arithmétique établi une fois pour toutes. Mais surtout le souverain, se trouvant copropriétaire du produit net, devient le consort de ses sujets et se trouve en communauté d'intérêts avec la nation. Son revenu est intimement lié à celui de ses sujets : la diminution de ce revenu entraîne celle du sien, et il est ainsi averti de l'urgence qu'il y a à prendre des mesures pour rétablir la prospérité. Aux yeux de ses sujets, le souverain n'est qu'un propriétaire comme eux, qui a intérêt à ce que le produit net, dont il reçoit une partie suivant sa proportion définie, soit le plus

grand possible, et qui doit veiller, pour donner la plus grande valeur à leurs propriétés communes, à ce que l'état de propriétaire soit le meilleur possible. La part du souverain ne doit donc en rien toucher celle des propriétaires et ne rien comprendre au delà des frais de l'administration publique qui pour les physiocrates représente les frais généraux de l'exploitation agricole.

Les physiocrates estimaient du reste en vertu de leur conception d'un ordre naturel que la proportion de contribution des propriétaires au revenu public, avait été assujéti dès l'origine des sociétés, par une nécessité physique, à une mesure constante et certaine. « L'ordre physique est un ordre absolu, un ordre immuable dont nous ne pouvons nous écarter qu'à notre préjudice. Les souverains ne peuvent donc rien prendre dans le produit des terres au delà de la plus grande portion physiquement possible. » (1). Or, il est physiquement nécessaire que l'état de propriétaire soit le meilleur possible, autrement l'agriculture ne serait pas sollicitée. Par conséquent, il est d'ordre naturel que la part du souverain ne soit ni arbitraire ni démesurée pour ne pas décourager les propriétaires, l'agent le plus nécessaire de la production.

C'est ainsi que la physiocrates avaient conçu leur

1. Mercier de la Rivière, éd. Guillaumin, p. 463.

système fiscal, en cherchant avant tout à sauvegarder les droits des propriétaires fonciers ; leur scrupule allait jusqu'à n'employer qu'avec réticence le mot impôt, comme impropre à désigner le revenu du souverain qui n'est imposé sur personne, mais qui représente seulement le produit de sa propriété particulière (1). Suivant leur conception, personne ne se trouve assujetti à aucune taxe : il y a d'une part des sujets et d'autre part un souverain qui touchent chacun les revenus propres de leurs propriétés respectives. C'était évidemment là pousser un peu loin la subtilité et l'euphémisme ; mais cette ingéniosité à écarter de leur système tout ce qui peut rappeler le caractère vexatoire des impositions, nous donne la mesure du souci que les physiocrates avaient avant tout de respecter la propriété.

Nous allons voir maintenant, en examinant la thèse d'Henry George, que cet auteur procède dans sa conception d'un impôt unique d'un tout autre

1. « J'observe en passant que c'est à regret que je donne au revenu public le nom d'impôt ; ce terme est toujours pris en mauvaise part, il annonce une charge dure à porter et dont chacun voudrait être exempt. Le revenu public, au contraire, tel qu'il se présente ici n'a rien d'affligeant ; en remontant à son institution, on voit qu'elle est le fruit de son utilité ; depuis les premiers temps, ce revenu n'est pour le souverain que le produit d'une propriété foncière distincte de toutes les autres propriétés qui appartiennent à ses sujets ». Mercier de la Rivière. Ed. Guillaumin.

esprit. Remarquons tout d'abord que ce n'est point, ainsi que cela était le cas pour les physiocrates, le désir de découvrir le mode de contribution aux dépenses publiques le plus en harmonie avec les nécessités de la vie économique, qui l'a conduit à imaginer un procédé fiscal semblable à celui de ses devanciers.

Bien évidemment, il n'ignore point que l'État a besoin de ressources énormes pour remplir son rôle ; mais il ne recherche point le moyen le plus équitable de fournir ces ressources à l'État. Il se trouvera que son système réalisera cet idéal ; tout sera pour le mieux et George ne sera point surpris puisque sa conception repose sur l'équité et la justice. Toutefois, ce n'aura pas été la fin première qu'il a poursuivie.

Cette fin, nous la connaissons : restituer à tous les hommes de leur droit égal à l'usage de la jouissance des éléments fournis par la nature, et garantir à chaque homme son droit exclusif à ce qui est le produit de son propre travail. Ce n'est point un partage des terres qui solutionnerait la question. En plus qu'un fractionnement en parts égales serait impraticable, il serait nécessaire, pour maintenir l'égalité, de renouveler le partage tous les ans, car certaines terres, par suite des mouvements de populations augmentent de valeur tandis que d'autres en diminuent. D'autre part, tout système de mise en

commun, ou de partage périodique, aurait pour effet de paralyser le progrès, et de tuer chez l'homme le désir d'améliorer la terre.

« Il est donc absolument nécessaire, dit George, pour le bon emploi de la terre, pour les progrès à réaliser, les perfectionnements à créer, que la société assure et garantisse paisible possession de la terre à celui qui s'en sert et qui améliore son état » (1), et ceci, nous le savons, parce que George professe la légitimité absolue du droit au produit du travail. Les partisans du système actuel de propriété ont donc tort quand ils soutiennent que « toute proposition d'assurer à chacun un droit égal à la terre, équivaut à vouloir assurer un partage égal de cette terre entre tous » (2). Car d'abord une égale division du sol n'assurerait pas ce droit de tous à la terre, et, en second lieu, il n'est pas nécessaire de donner aux individus la propriété privée du sol pour assurer à ceux qui l'améliorent la possession tranquille de leurs améliorations.

« Au contraire, la propriété privée du sol permet, comme nous pouvons le voir dans tous les pays où elle existe, à de simples parasites, de lever un tribut sur ceux qui le cultivent ou l'améliorent. Elle permet à celui qui est seulement propriétaire du sol de for-

1. *Protection ou libre échange*, ch. XXVI, p. 366.

2. *Id.*

cer celui qui travaille à le payer pour avoir le droit de faire des améliorations, et, dans bien des cas, elle lui permet de les confisquer » (1).

La conciliation de ces droits égaux des hommes à la jouissance des éléments fournis par la nature et du droit exclusif de chacun au produit de son travail, Henry George a pensé la trouver dans un système qui considérerait la terre comme la propriété commune de tous les habitants qui la concéderaient à ceux qui en ont déjà ou qui veulent en acquérir la possession, moyennant un loyer équitable, c'est-à-dire « un loyer basé sur la valeur du privilège que l'individu reçoit de la communauté sous forme de l'usage exclusif d'une certaine fraction de la propriété commune, loyer qui n'aurait aucun rapport avec les améliorations quelconques qui pourraient être faites à la surface ou sous la surface, ni avec les bénéfices dus à l'emploi du travail et du capital » (2). Dès aujourd'hui, la propriété foncière est grevée de certains impôts qui frappent à la fois la valeur de la terre et celle des perfectionnements créés sur cette terre. Or, à proprement parler, cette partie de l'impôt qui frappe la valeur de la terre n'est pas un impôt au sens exact du mot, mais un loyer, fort minime il est vrai ; c'est-à-dire que « l'on pré-

1. *Protection ou libre échange*, ch. XXVI, p. 366.

2. *Protection ou libre échange*, ch. XXVI, p. 368.

lève pour l'usage de la communauté, une part de revenu, qui, en vertu du droit égal que tous les hommes possèdent à l'usage de la terre, appartient à proprement parler à cette communauté... dès lors, il est évident que pour arriver à prendre pour l'usage de la communauté le revenu total provenant de la terre, tout aussi effectivement que l'on pourrait le faire en prenant possession formelle de cette terre, et en la louant aux particuliers, il suffit de supprimer l'un après l'autre tous les impôts actuellement perçus et d'augmenter l'impôt sur la valeur de la terre, jusqu'à ce qu'il soit égal, autant que possible, au montant du rendement total annuel » (1). Naturellement, ce point théorique une fois atteint, la valeur vénale de la terre proprement dite disparaîtrait entièrement.

Comme conséquence, toutes les autres taxes qui entravent aujourd'hui l'activité économique seraient supprimées.

Les édifices ou toutes autres améliorations fixes, il serait aussi loisible qu'aujourd'hui à leur propriétaire d'en jouir ou d'en transférer la propriété, à la condition d'acquitter la taxe due à la communauté.

Le locataire serait moins grevé qu'aujourd'hui, car en plus du loyer qu'il paye actuellement au propriétaire et qui est égal à celui qu'il paierait à l'Etat, il

1. *Protection ou libre échange*, ch. XXVI, p. 370.

paye les taxes sur la propriété foncière qui, en dernière incidence retombent sur celui qui en a l'usage. Par conséquent il bénéficierait de leur suppression.

En second lieu cet impôt constituerait un fonds considérable qui serait pour la société la source la plus abondante de revenus, tout en simplifiant la machine gouvernementale qui se procure aujourd'hui ses ressources par une multiplicité de taxes sur la propriété personnelle ou mobilière, sur les professions, les transports, l'échange des marchandises et déjà aussi sur la terre.

Sans cesse, croissant, ce fonds permettrait à l'Etat d'entreprendre des dépenses d'utilité publique. Mais le résultat le plus important de tous serait que le monopole de la terre se trouverait supprimé. Il deviendrait impossible pour quiconque de garder la terre sans la faire travailler, et partant, la spéculation sur les agents naturels serait rendue impossible.

Tant qu'il y aurait de la terre libre, ceux qui voudraient en user en obtiendraient la jouissance et ne seraient astreints à payer un loyer que du jour où la terre concédée procurerait un bénéfice supérieur au profit ordinaire du travail et du capital qui y auraient été dépensés. Et la plus-value que l'accroissement de la population et les progrès de la société donnent à la terre, irait tout entière à la communauté.

« La cause principale de l'inégale répartition de

richesse d'aujourd'hui serait détruite ; et l'on verrait cesser cette concurrence inégale qui prive actuellement les travailleurs des avantages nés des progrès de la civilisation et qui réduit les salaires à leur minimum, quelle que soit l'augmentation de richesse. Le travail ayant la libre disposition des agents naturels de la production, serait désormais capable de s'employer lui-même et la concurrence, agissant aussi librement et avec autant de force entre patrons qu'entre employés, ferait monter les salaires jusqu'au point qui représente réellement leur niveau naturel, c'est-à-dire la valeur intégrale du produit du travail, et les maintiendrait à ce niveau. » (1).

Aussi George a-t-il le même scrupule que les physiocrates à appeler ce prélèvement un impôt ; c'est en réalité, dit-il, un loyer, c'est-à-dire la main mise sur une valeur qui n'est pas due aux efforts de l'homme, mais aux progrès de la société ; ce n'est point ce que peut faire le propriétaire ou celui qui en a la jouissance qui donne de la valeur à une terre. Les améliorations qu'ils introduisent sont le résultat d'un effort individuel et il est juste qu'ils ne soient point imposés de ce fait ; mais la valeur attachée à la terre elle-même est une valeur qui est due aux progrès de la communauté et elle appartient en toute équité à

1. *Protection ou libre échange*, ch. XXVI, p. 374.

cette communauté qui peut la percevoir en totalité sans entraver en quoi que ce soit la production.

L'examen parallèle que nous venons de faire de l'impôt unique chez les physiocrates et chez George nous a ainsi révélé l'opposition absolue des fins qu'ils poursuivent. Les premiers professant que la propriété foncière est légitime de par l'ordre naturel et que l'état du propriétaire doit être le meilleur possible, conçoivent logiquement un plan de réformes fiscales qui doit avant tout sauvegarder ce droit de propriété. Le second, estimant au contraire que tous les maux dont souffrent nos sociétés modernes sont dus à ce fait que certains hommes détiennent la propriété du sol au détriment des autres hommes, qui cependant ont un même droit qu'eux à la jouissance de la terre, recherche en conséquence les moyens d'arriver à l'abolition de cette propriété, non seulement illégitime mais tyrannique ; et reconnaissant l'inefficacité et l'impraticabilité d'un partage périodique des terres, il imagine pour anéantir le privilège des propriétaires, la confiscation au profit de la communauté du prix que les propriétaires perçoivent pour leur monopole : et le procédé par lequel il réalise cette confiscation a précisément pour expression celle que les physiocrates ont donnée à leur projet fiscal, une taxe unique sur la terre.

Mais là se borne l'identité entre les deux mesu-

res. L'une en effet, procédant du droit légitime des propriétaires, sera la concession au souverain d'une part définie dans leurs revenus dont le quantum devra être tel qu'il soit le plus avantageux aux propriétaires. Ce quantum ne saurait évidemment être supérieur aux sommes nécessaires au souverain pour maintenir son autorité, car alors les propriétaires seraient spoliés sans aucun avantage : il ne saurait non plus être inférieur, sinon l'autorité ne pourrait plus être assurée et les propriétaires en subiraient un dommage. Les rapports du souverain et des propriétaires seront ceux d'associés jouissant d'avantages inégaux, le rôle de principal intéressé étant dévolu à la classe des propriétaires.

Dans la mesure proposée par George, au contraire, la concession procède de la communauté propriétaire à l'individu possesseur. Le droit du souverain va anéantir celui des particuliers qui détiennent la terre ; ce n'est plus en qualité de copropriétaire qu'il va agir, mais en tant que propriétaire exclusif. La taxe absorbera l'intégralité de la rente et cela, pour George, sans aucun danger de compromettre l'existence et la croissance de cette rente, puisqu'elle n'est pas due au fait de l'individu isolé, mais de la société tout entière. Et, disons-le en passant, ceci tendrait à nous confirmer dans l'opinion que nous avons avancée plus haut, à savoir que pour les physiocrates le produit net est en rapport des avan-

ces foncières, tandis que la rente de George est une création spontanée qui naît du développement et des progrès de la société. Par conséquent, pour les physiocrates, si le souverain absorbe entièrement l'augmentation de produit net résultant du supplément d'avances, il va de soi que les propriétaires se garderont bien de faire de telles avances. Selon George, le prélèvement de l'intégralité de la rente ne découragera en rien l'individu dont le fait ou l'abstention particuliers est indifférent à l'augmentation ou à la diminution de la rente.

Naturellement, l'impôt de George sera dans ces conditions, bien plus productif que celui des philosophes français. Il donnera à l'Etat des ressources considérables qui lui permettront tout d'abord de supprimer toute autre imposition, comme dans le cas d'un impôt physiocratique. Mais surtout il créera, sur les dépenses strictement de gouvernement, un excédent énorme de recettes qui permettra à l'Etat de restituer à chacun des membres de la communauté, sous forme de dépenses d'utilité sociale, sa part dans la jouissance des richesses produites par la nature. C'est du reste là, selon nous, l'avantage le plus palpable qu'offriront les réformes fiscales proposées par George, en dehors évidemment de ceux qu'elles partagent avec les réformes physiocratiques, à savoir la liberté de la production et des échanges. Puisque les propriétaires prélevaient toute la rente

et que l'Etat doit se substituer à eux, il est certain que le taux des loyers ne variera pas ; il continuera comme par le passé à être fixé par la demande qui ne saurait baisser parce que l'Etat socialise la propriété foncière. Ceux qui exploitent la terre sous toutes ses formes, auront donc à payer le même loyer qu'auparavant, mais entre les mains de l'Etat. Il est vrai qu'ils seront dégrevés des taxes autrefois levées sur la propriété foncière et que le propriétaire savait leur faire acquitter en dernière incidence par une élévation de loyer : leur bénéfice le plus immédiat sera donc les jouissances que leur procureront les dépenses d'utilité sociale égales à la somme de richesses produites par la nature.

La réforme physiocratique ne profitera au contraire qu'à la classe des propriétaires ; les autres classes, en effet, ne produisant rien au delà de l'équivalent de ce qu'elles consomment, ne souffrent d'une mauvaise gestion financière que dans le cas où les impositions qui les frappent directement et dont elles se déchargent par incidence sur la classe des propriétaires, sont telles qu'elles puissent ruiner l'agriculture et provoquer une disette des moyens de subsistance. Et nous sommes maintenant en mesure d'apprécier ce que vaut cette affirmation de George « que les économistes français du siècle passé, ayant à leur tête Quesnay et Turgot, ont proposé exactement ce que je propose, que toutes impositions soient

abolies, sauf un impôt sur la valeur de la terre » (1).

Il est bien certain que s'il a entendu seulement que leur impôt était unique et frappait la terre comme le sien, il n'a rien exagéré ; mais s'il a voulu dire que les deux impôts coïncidaient dans leur application et leur fin (et le contexte et les autres passages où George parle des physiocrates, notamment celui de son livre *Protection ou Libre Echange* rapporté dans notre chapitre précédent tendent à nous convaincre du contraire), il est évident qu'il a commis là une grave erreur que peut seule excuser sa connaissance imparfaite de nos auteurs. Car rien ne saurait être sur ce point, plus différent que les deux doctrines.

L'une, purement économique, ne tend qu'à la suppression d'abus qui ne préjudicient qu'à la classe des propriétaires.

L'autre, sociale, veut l'abolition d'une institution qui est la source de tous les maux dont souffre la société entière.

Elles estiment l'une et l'autre avoir trouvé un remède dans un impôt unique sur la terre. L'unité et l'assiette de cet impôt constituent les points communs. Mais là s'arrête la similitude. Le taux différent en effet que les deux systèmes assignent à cet impôt en vue de leurs fins respectives, lui donne un carac-

1. *Progrès et pauvreté*, L. VIII, ch. IV, p. 300.

tère complètement différent selon qu'il émane des physiocrates ou d'Henry George. Il en fait dans le premier cas une mesure de conservation sociale ; dans le second cas un moyen révolutionnaire.

CHAPITRE IV

Le libre échange

Nous venons de voir que l'impôt unique devait être l'expression pratique des deux systèmes ; et bien que la différence de taux auquel il est soumis en raison des fins poursuivies le fait s'inverser complètement d'un système à l'autre, il a, dans les deux cas, un effet identique, le libre échange intégral.

La suppression de tous les droits de douane qui frappent les marchandises à leur entrée dans un pays étranger, autrement dit, la libre circulation des marchandises d'une nation à l'autre, constituerait le libre échange parfait tel qu'on le conçoit en économie politique. A ce degré, le libre échange est du reste idéal, et les pays les moins protecteurs n'ont jamais poussé à ce point la soumission à un dogme économique ; et cependant nous allons voir qu'à côté de la liberté des échanges qu'ont rêvée les phy-

siocrates et Henry George, un tel libre échange ne serait qu'une mesure insignifiante. Car pour eux cette liberté exige non seulement l'abolition des tarifs douaniers de protection ou de revenu, mais aussi de toutes les taxes directes ou indirectes qui frappent la production ou la circulation des richesses. Ces taxes sont en effet des entraves au libre échange des produits de l'activité humaine.

Un tel libre échange que George qualifie d'intégral découle de l'adoption d'un impôt unique sur la rente ou le produit net. L'unité seule de l'impôt implique en effet la suppression de toutes les autres mesures fiscales ; le taux de cet impôt unique importe peu dans notre espèce : dès lors qu'il doit être unique, toutes les autres taxes doivent disparaître, tout au moins celles qui revêtent le caractère d'un revenu.

Pour les physiocrates, en effet, leur conception de la terre, seule source de richesse, les oblige nécessairement à ne tirer que de la terre le revenu du souverain ; tout impôt assis sur un autre objet retombe sur la terre par une fâcheuse incidence et fait double emploi avec l'impôt foncier. C'est donc afin de proscrire ces doubles emplois qui, en raison de leur caractère indirect, rendent l'impôt plus coûteux, qu'ils préconisent un impôt unique sur la terre.

Ils se rendaient bien compte en même temps que l'établissement de cet impôt devait débarrasser la production et le commerce des entraves fiscales que

leur imposent le régime des taxes indirectes ; c'est là un effet heureux de la mesure proposée et une raison de plus qui milite en sa faveur. Cette raison pourrait bien justifier le libre échange au sens étroit du terme, mais non l'impôt unique. Ce qui justifie cet impôt sur le produit net de la terre, c'est que le produit net est la seule richesse disponible. Le reste n'est que l'émanation de ce produit net.

De par ailleurs, du reste, les physiocrates sont également libres échangistes au sens où Smith prend ce mot ; mais il ne faudrait pas croire que cela est évident et découle de leur libre échangisme au sens large ; car la persistance des tarifs de protection pourrait à la rigueur se concevoir dans un régime de liberté absolue de la production à l'intérieur, et d'unité d'impôt sur la terre. Il est vrai cependant que l'accord serait difficile à faire, car protection signifiant élévation des prix et paiement pour l'importateur des droits établis pour assurer cette protection, ce paiement équivaut en fait à une taxe indirecte sur la consommation des marchandises étrangères faussant le cours des marchandises nationales qui bénéficient ainsi d'une hausse artificielle.

Nous n'avons point toutefois à nous occuper de cette hypothèse puisque les physiocrates proscrivent aussi bien les tarifs de protection que les tarifs de revenu, et cela en vertu d'une autre conception économique qui, avons-nous dit, fait également d'eux

des libres échangistes au sens courant. Ils estimaient en effet qu'il devait exister un prix idéal des produits, représentant ce qu'il en coûte pour leur donner naissance et les transporter là où ils sont demandés ; et ils pensaient que seule la liberté absolue des échanges, c'est-à-dire la concurrence illimitée, pouvait faire tendre le prix du marché vers ce prix idéal (qu'ils dénomment tantôt le prix naturel, le bon prix ou le prix normal).

En conséquence, ils sont les ennemis jurés de toute protection intérieure ou extérieure. Il eût été d'ailleurs extraordinaire que la doctrine physiocratique, qui de par sa nature est une révélation des lois du Créateur, fût capable d'admettre que l'existence de frontières artificielles pût créer un état de choses susceptibles de modifier l'ordre naturel qui n'est point d'un pays ni d'un temps, mais universel et permanent. Ses enseignements ne visent point une nation seule, mais toutes les nations, et il est bien vrai de dire qu'à ce point de vue les physiocrates ont été de véritables internationalistes.

Quant à Henry George, sa thèse du libre échange nous est longuement et ingénieusement exposée dans son ouvrage *Protection ou Libre Echange*. Ce livre fut écrit à l'occasion des polémiques que souleva aux Etats-Unis la question du tarif douanier, pour démontrer aux travailleurs qu'ils n'ont aucun intérêt à être protégés.

Au contraire, la protection ne fait qu'enrichir ceux qui exploitent la classe des prolétaires. Il est vrai que l'abolition de la protection donnerait un essor considérable à la production et au commerce, mais elle ne saurait modifier sensiblement la situation des travailleurs, tant que la terre « sur laquelle tout le monde est forcé de vivre » (1) restera la propriété d'une minorité. « Pour que la classe des travailleurs puisse bénéficier de l'abolition de la protection ou de toute autre réforme, il faudra faire disparaître l'inégalité des droits à la terre que confère la loi, et rendre à chacun ses droits égaux et naturels dans l'héritage commun. » (2). Pour George donc, la question du libre échange, telle que ses contemporains l'entendent, doit être indifférente à la classe des non-possédants aussi longtemps que la terre sera susceptible de propriété privée. Ce qu'il faut avant tout, c'est abolir cette propriété, et George nous offre le moyen qu'il préconise par ailleurs dans *Progrès et Pauvreté*, c'est-à-dire l'impôt unique sur la rente. Alors seulement on pourra parler de libre échange au véritable sens que ce mot doit avoir : « Le libre échange ne saurait logiquement s'en tenir à l'abolition des douanes. Il doit s'appliquer aussi bien au commerce intérieur qu'au commerce extérieur, et pris

1. *Protection ou libre échange*, ch. XXVI, p. 364.

2. *Protection ou libre échange*, ch. XXVI, p. 364.

dans son vrai sens, il exige l'abolition de toutes les taxes intérieures qui frappent les achats, les ventes, les transports, les échanges, les transactions et les affaires de tout genre, sauf bien entendu quand la taxe est motivée par la sécurité, la morale ou la santé publique. » (1). Il en tire cette déduction : « Par conséquent l'adoption du libre échange entraîne l'abolition de toutes les taxes indirectes, de quelque nature qu'elles soient, et exige que l'on s'adresse à l'impôt direct pour tous les revenus du Trésor. » (2). Et il arrive à cette autre conséquence : « Le principe du libre échange demande non seulement que nous abolissions tous les impôts indirects, mais que nous abolissions également tous les impôts directs sur les choses qui sont le produit du travail. » (3).

Et George se trouve ainsi amené à demander, non pas seulement l'abolition des tarifs protecteurs que réclament les libres échangistes, mais aussi celle de tous les tarifs de revenu quels qu'ils soient, intérieurs ou extérieurs, directs ou indirects, et cela parce que pour réaliser sa fin qui est la restitution à tous les hommes de leurs droits égaux à la terre, il ne voit qu'un moyen, l'impôt unique.

Ainsi, le libre échange est donc pour George le

1. *Protection ou libre échange*, ch. XXVI, p. 374.

2. *Protection ou libre échange*, ch. XXVI, p. 375.

3. *Protection ou libre échange*, ch. ; XXVI p. 375.

corollaire de l'adoption de l'impôt unique sur la rente ; mais il se trouve n'être que le corollaire d'un moyen : et si un autre moyen, par exemple le partage des terres, venait à être substitué au premier, rien ne nous garantit que le libre échange coexisterait nécessairement avec ce nouveau moyen. Tandis qu'on ne peut concevoir la doctrine physiocratique indépendamment du libre échange, corollaire de l'impôt unique sur le produit net qui est une fin.

Evidemment, cette différence métaphysique que nous relevons entre deux conceptions d'un libre échange également poussé aux plus extrêmes limites, ne fait qu'une avec celle que nous avons relevé dans notre précédent chapitre entre les deux sortes d'impôt unique, puisque ce sont ces impôts uniques qui impliquent ces libres échanges au sens de liberté fiscale absolue de la production et de la circulation.

Mais alors que la différence de taux des deux impôts fait qu'ils ont en soi deux mesures complètement opposées, le caractère d'absolue négation de toute autre imposition qu'ils portent en eux, fait que ce libre échange physiocratique et le libre échange de George qui sont l'expression de cette négation coïncident exactement.

C'est cette identité vraisemblablement, qui a le plus contribué à donner à George l'illusion qu'il était le continuateur des économistes français. Pour lui ceux-ci ont été avant tout les hommes qui avaient

lancé la fameuse devise « laissez faire, laissez passer » ; il a pu croire que leur principal objet était la recherche des moyens de supprimer toute entrave au libre jeu de l'activité humaine, et la propriété foncière étant pour lui une entrave, il a supposé que les physiocrates avaient aussi songé à l'abolir. Nous avons cité précédemment dans un autre chapitre, le passage où il nous le déclare en termes formels. « Laissez faire, laissez passer », c'est là pour George toute la doctrine physiocratique.

C'est évidemment un libre échange exalté, le même que le sien ; les physiocrates pensaient qu'il serait réalisé par un impôt unique sur la terre ; George également. Comment cet écrivain qui n'avait jamais eu accès aux textes physiocratiques n'eût-il pas cru qu'ils contenaient, à côté de certaines graves erreurs qu'il relève, les vérités que lui-même propageait ?

Écoutons-le dans son livre *Science of political economy* (1) : « Les physiocrates toutefois, n'avaient proposé aucune restriction ni entrave sur les professions ainsi stigmatisées (stériles). Au contraire, ils étaient, — ce que les soi-disant « libres échangistes anglais » qui ont suivi Adam Smith n'ont jamais été cependant, libres échangistes au plein sens du mot.

Dans leur proposition pratique, l'impôt unique, ils proposent le seul moyen par lequel le principe

1. *Science, of political economy*, L. II, ch. IV. p. 152.

libre échangiste puisse jamais être poussé à sa conclusion logique, la liberté non seulement du commerce, mais de toutes les autres formes de production avec pleine liberté d'accès à l'élément naturel qui est essentiel à toute production. Ils étaient les auteurs de la devise, qui dans l'usage anglais de la phrase « laissez faire » « *let things alone*, » a été si émasculé et perverti, mais qui sur leurs lèvres était « laissez faire, laissez aller », « *clear the ways and let things alone* »... C'est pour cette raison que de tous les philosophes modernes ils furent non seulement les premiers, mais aussi de véritables libres échangistes, que j'ai dédié à la mémoire de Quesnay et de ses disciples mon livre *Protection ou Libre Echange* » (1).

1. *Science, of political economy*, L. II ch. IV, p. 153.

CONCLUSION

Les conclusions de notre étude se sont déjà dégagées d'elles-mêmes au fur et à mesure de notre parallèle. Nous avons vu en premier lieu que le produit net et la rente qui constituent les fondements scientifiques des deux systèmes, pouvaient être considérés comme les manifestations d'un seul et unique phénomène envisagé sous deux angles quelque peu différents, et malgré des définitions qui sembleraient tout d'abord devoir écarter toute idée de rapprochement. Mais examinant ensuite sous le rapport de la finalité la thèse des physiocrates et celle de George, nous avons relevé une opposition qui ne nous permettra plus de chercher à concilier les deux thèses. Pour l'une et l'autre, il est vrai, la cause finale est la soumission de la société à un ordre naturel préétabli, dont la violation est la cause de toutes les misères de l'humanité. Mais tandis que pour les physiocrates cet ordre naturel implique de toute nécessité l'existence de la propriété foncière, pour George il exige avant tout la suppression de cette propriété.

Et de là une divergence complète qui se manifeste même dans la conception d'une mesure très semblable en apparence, l'impôt unique sur le produit de la terre. De cet impôt, les premiers attendent la consolidation et le second l'abolition de la propriété foncière ; il est donc nécessaire que cet impôt assis sur la même source de revenu, varie sur un point essentiel et ce point essentiel c'est son taux, qui selon le cas, peut en faire une mesure de protection ou une mesure de spoliation dans son rapport avec la propriété.

C'est donc dans la partie constructive qui est tout entière contenue dans l'établissement d'un impôt unique, que les deux systèmes se contredisent d'une façon absolue. Mais nous avons remarqué que cette conception constructive implique une conséquence destructive, l'abolition de tous les autres impôts de quelque nature qu'ils soient, frappant la production, la circulation ou la consommation des richesses ; et il se trouve logiquement que dans cette négation de tout autre moyen fiscal, dans cette abstention absolue, les deux systèmes doivent se rencontrer et coïncider dans un libre échange intégral qui serait l'exaltation du « laisser faire et du laisser aller » dans la production et dans la circulation des richesses.

Mais c'est précisément parce que au point de vue des doctrines économiques cette négation donne aux deux systèmes leur caractère principal, surtout

alors que cette négation est le résultat d'une mesure présentant d'aussi fortes analogies, qu'Henry George a été conduit dans son ignorance du fonds même de la doctrine physiocratique, à se proclamer en communion de principes avec eux, tandis que nous avons déjà remarqué, il serait infiniment plus aisé de faire accorder sa thèse avec les doctrines qui à l'époque des physiocrates étaient considérées comme l'anti-thèse de leur système.

Physiocrate, évidemment George peut prétendre l'être au sens étymologique du mot, et, en tant également qu'il reconnaît, à un degré plus élevé encore que nos philosophes Economistes, le rôle capital de la nature dans la production ; mais c'est un physiocrate à rebours, si l'on n'envisage que les déductions d'art qu'il a tirées de ce rôle de la nature.

Peut-être si les physiocrates avaient pu imaginer ce que deviendrait la situation des classes salariées même dans un régime de moindre individualisme que celui vers lequel ils aspiraient, peut-être fussent-ils, dans une certaine mesure, revenus de l'optimisme avec lequel ils cherchent, selon le mot de Mably, à persuader « à un manouvrier qui n'a que son industrie pour vivre laborieusement dans la sueur et dans la peine, qu'il est dans le meilleur état possible... » Peut-être eussent-ils été attristés de voir combien la lutte économique est dure pour quelques-uns ; mais jamais à coup sûr ils n'auraient admis que

la source du mal pouvait être cette propriété foncière dont ils avaient fait leur dogme intangible.

Aussi, quelle que puisse être notre admiration pour l'illustre écrivain américain, sommes-nous obligé de conclure qu'il s'est profondément mépris lorsque de la similitude d'une mesure fiscale, l'impôt unique, et de l'identité d'un de ses corollaires, le libre échange intégral, il a déduit l'identité finale des deux doctrines, et a, dans une de ces pages où il sait si éloquemment exprimer son enthousiasme, rendu hommage à ces grands économistes dont il croyait que le rêve était la restitution à tous les hommes de leurs droits égaux à la terre.

Vu : le président de la thèse,
DESCHAMPS

Vu : le Doyen,
CH. LYON-CAEN

Vu et permis d'imprimer :
le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
LIARD

BIBLIOGRAPHIE

Les Physiocrates, éd. E. Daire. Collection Guillaumin. Paris, 1846.

TURGOT. — *Œuvres complètes*, éd. E. Daire et H. Dussard. Collection Guillaumin. Paris, 1844.

MABLY. — *Doutes proposés aux philosophes Economistes* (dans ses Œuvres complètes). Paris, 1794.

ADAM SMITH. — *Richesse des nations*. Traduction du comte Germain Garnier. Collection Guillaumin. Paris, 1843.

MALTHUS. — *Essai sur le principe de population*. Traduction de P. et G. Prévost. Collection Guillaumin. Paris, 1845.

RICARDO. — *Œuvres complètes*. Traduction de A. Fonteyrand. Collection Guillaumin. Paris, 1847.

STUART MILL. — *Principles of political Economy*. People's édition. London, 1876.

— Traduction de H. Dussard et Courcelle-Seneuil. Collection Guillaumin, 1873.

HENRY GEORGES. — *Progress and poverty*. Kegan, Trench, Trübner, et Co. London, 1890.

HENRY GEORGES. — Traduction de P.-L. Le Monnier sur l'édition de 1886. Collection Guillaumin, 1887.

— *Protection ou Libre échange*. Traduction de Louis Vossion. Collection Guillaumin. Paris, 1888.

— *Science of political economy*. Kegan, Trench, Trübner et Co. London, 1898.

HECTOR DENIS. — *Histoire des systèmes économiques et socialistes*. Bibliothèque belge des connaissances modernes. V. Giard et E. Brière. Paris.

Note. — Les citations d'Henry George sont de notre traduction, sauf celles empruntées à *Protection ou Libre échange*.

INDEX

	Pages
AVANT-PROPOS.....	5

CHAPITRE I

Le Produit et la Rente

Le produit net, base du système physiocratique.....	13
La rente, base de celui de George.....	14
Pour George la rente ne se manifeste pas seulement en agriculture, et l'expression <i>travail appliqué à la terre</i> a un sens bien plus étendu chez lui que chez les phy- siocrates.....	15
George identifie la rente au produit net.....	16
Parallèle, du point de vue des définitions théoriques, entre le produit net et la rente.....	17
Le produit net est avant tout une création de richesses.	18
Pour Ricardo, la rente est une création de valeur.....	19
Conception de Smith, voisine de celle des physiocrates.	20
Smith n'a point été suivi par ses commentateurs.....	21
Deuxième différence entre le produit net et la rente. Celle-ci exige l'existence de qualités de terre diffé- rentes.....	23
Le produit net au contraire existe du jour où une seule qualité de terre et en culture.....	24

Peut-être est-il possible de concevoir le phénomène de la rente ricardienne pour une seule qualité de terre.	26
Troisième différence. — Le produit net suppose des avances ; la rente point.	28
Pour George, la rente n'est que le produit d'un monopole	31
Comment en fait on peut faire coïncider le produit net et la rente.	32
La rente suppose le produit net et le produit net a pour expression la rente.	34
C'est ce qui fait que George a pu les identifier.	36

CHAPITRE II

La Propriété

Thèse physiocratique de la propriété foncière, prolongement de la propriété personnelle.	40
Thèse de George. Il déduit des mêmes prémisses l'illégitimité de la propriété foncière.	43
Il a été surtout frappé de ce fait que le travail ne peut s'exercer sans la terre.	45
Les physiocrates n'ont pas vu que la propriété privée de la terre pouvait compromettre la propriété personnelle.	46
George au contraire voit dans cette propriété de la terre la source de tous les maux.	47
La théorie physiocratique de la propriété foncière extension de la propriété personnelle supporte difficilement l'analyse.	49
George distingue la propriété de la surface du sol des améliorations incorporées au sol.	49-50

George est donc en contradiction absolue avec les physiocrates sur la question de la propriété.....	53
Passage de George où nous est révélée l'erreur qu'il a commise de croire que les physiocrates poursuivaient le même but que lui.....	54

CHAPITRE III

L'Impôt Unique

Les deux impôts ne sont pas identiques.....	58
Thèse physiocratique de l'impôt unique. — Le produit net seule assiette possible de l'impôt.....	59
Toutes les autres taxes font double emploi.....	60
Conception ingénieuse du souverain copropriétaire...	65
George procède d'un tout autre point de vue. — Il recherche avant tout le moyen de supprimer la propriété foncière.....	68
Il a pensé le trouver dans la confiscation de la rente...	71
Avantages de cette confiscation à l'aide d'un impôt qui absorbe entièrement cette rente.....	72
Opposition absolue des fins respectivement poursuivies par les physiocrates et par George.....	72
Le taux des deux impôts fait toute leur différence.....	76
L'impôt de George est naturellement beaucoup plus productif.....	77
Erreur de George lorsqu'il a proclamé que les physiocrates avaient proposé exactement ce qu'il propose lui-même	78

CHAPITRE IV

Le Libre Echange

Pour les physiocrates comme pour George, le libre échange résulte de l'établissement d'un impôt unique.	82
Il se déduit pour les premiers de leur conception de la terre seul moyen de production.....	82
Les physiocrates sont, du reste, par ailleurs libres échangistes au sens étroit du mot.....	83
Chez George le libre échange découle de la mesure qu'il préconise pour arriver à sa fin qui est la suppression de la propriété foncière.....	84
Pour lui le libre échange n'est donc que le corollaire d'un moyen, tandis que pour les physiocrates il est le corollaire d'une fin.....	87
Néanmoins les deux libres échanges coïncident parce qu'ils ne sont l'un et l'autre qu'une négation.....	87
C'est cette coïncidence qui a dû le plus abuser George sur la fin poursuivie par les physiocrates.....	88
CONCLUSION	91
BIBLIOGRAPHIE	95

